

N° 2738
61^e année
du 20 décembre 2007
au 2 janvier 2008
Prix : 3€ (20 F)



L'ACTION FRANÇAISE 2008

paraît provisoirement les premier et troisième jeudis de chaque mois

10, rue Croix-des-Petits-Champs, 75001 Paris – Téléphone : 01 40 39 92 06 – Fax : 01 40 26 31 63 – Site Internet : www.actionfrancaise.net

Tout ce qui est national est nôtre

LE BANQUET DU 2 DÉCEMBRE 2007

« Par fidélité
à Pierre Pujo,
le combat continue »

Les discours de
Stéphane BLANCHONNET
Philippe CHAMPION
Paul-Marie COÛTEAUX
Michel FROMENTOUX
Aristide LEUCATE
Thibaud PIERRE
Romain VINDEK

p. 7 à 10

L'ESSENTIEL

Pages 2, 3 et 4

POLITIQUE FRANÇAISE

- *Le procès Colonna*
par Aristide LEUCATE
- *La comédie
des Droits de l'Homme*
par Michel FROMENTOUX

Pages 4, 5 et 6

POLITIQUE ÉTRANGÈRE

- *Le mal belge*
par Luc BEYER DE RYKE
- *Christoph Blocher évincé
en Suisse*
par Guy C. MENUSIER
- *L'indépendance du Kosovo*
par Patrick BARRIOT
et François-Xavier SIDOS
- *Pourquoi ce déferlement
de haine en Russie ?*
- *Algérie-Liban :
le retour du terrorisme*
par Pascal NARI

- *France-Algérie :
Ombres et lumières*
par Henri FERLENS

Pages 11, 12 et 13

ARTS ET LETTRES

- *La querelle des Bouffons*
par Jean-Baptiste CHAMPION
- *Lectures pour tous*
- *Noël raconté
aux petits et aux grands*
par Anne BERNET
- *Les enfants du Palatin*
par Michel FROMENTOUX
- *Introduction à Dominique
de Roux*
par Pierre LAFARGE

Page 14

LES GRANDS TEXTES

- *Le mythe de la liberté*
par Gérard BAUDIN

De Maëstricht à Lisbonne...

La République toujours contre la France

Voir notre article
sur la signature
du traité de Lisbonne
en page 16

Le cynisme de Nicolas Sarkozy

Personne ne peut reprocher à l'Action française de ne pas avoir annoncé ce qui, inévitablement, devait se produire. Ce n'est pas, on le sait, que nous ayons une quelconque tendresse pour le suffrage universel, mais le mépris de la volonté populaire, étalé maintenant par ceux-là mêmes qui se drapent noblement dans ses plis lorsqu'ils l'ont suffisamment manipulée pour lui faire approuver ce qu'ils ont préparé dans leurs officines, a quelque chose de stupéfiant.

Car enfin, oui ou non, les Français ont-ils rejeté par référendum le projet de constitution européenne mis au point par le mondialiste Giscard d'Estaing ? Bien sûr, la démocratie moderne est ainsi faite que les gouvernements qui s'en réclament ont pris l'habitude de consulter le peuple souverain autant de fois qu'il le faudra pour que celui-ci donne la

réponse qu'on en attend. On l'a vu pour la légalisation de l'avortement en Irlande et au Portugal ; on l'a vu justement pour l'Union européenne au Danemark.

Mais là, le coup perpétré par Sarkozy est encore plus cynique, puisqu'il ne se préoccupe même pas des apparences de la démocratie. Le texte précédent, à peine modifié, et même encore plus en retrait que le précédent sur plusieurs points concernant notre souveraineté, ne sera pas soumis au peuple, toujours imprévisible, mais ratifié par le Parlement, dont

on sait la souplesse d'échine devant les volontés de l'oligarchie qui fait la loi et les prophètes à l'échelle mondiale.

On objectera que les électeurs, qui ont rejeté le projet de constitution, se sont donnés à un homme qui avait le plus ouvertement annoncé qu'il ferait tout pour que cette volonté soit contournée, et qu'ainsi la volonté populaire est, en quelque sorte, respectée.

C'est bien possible, mais le ressort qui les a fait choisir Sarkozy n'a évidemment aucun rapport avec celui qui les avait conduits à refuser la constitution

européenne. Il faudrait peut-être que le président élu tienne compte de toutes les manifestations de la volonté de son souverain, et non pas seulement de celles qui l'arrangent.

Pour nous en tout cas, l'essentiel n'est pas là. D'abord, les contradictions du suffrage universel démontrent assez qu'il est un obstacle direct à la continuité nécessaire à toute politique digne de ce nom. Ensuite, la Nation est un bien suffisamment supérieur aux préférences aléatoires et changeantes des électeurs pour que nous ayons le droit de la défendre contre toutes les agressions.

A.F.

M 01093 - 2738 - F: 3,00 €



Sus aux gallinacés

« Plus goûteuse que celle à crête rouge », « fleuron de l'aviculture française » depuis près de quatre siècles et « réputée pour ses vertus culinaires », la gauloise blanche à crête blanche, une poule bien hexagonale est en danger. *Marianne* (1) nous apprend, en effet, que la commission européenne veut mettre fin à son élevage. Motif ? Les délires hygiénistes de Bruxelles dont on peut se demander à juste titre s'ils ne visent pas à n'avoir plus que des grands groupes agroalimentaires pour nous nourrir. Les « normes kafkaïennes » et la « montagne d'absurdités » ont l'air d'avoir eu raison d'un restaurateur qui avait redonné vie à cette race depuis une quinzaine d'années.

Le phare lumineux de la vie médiatique

Dans son billet hebdomadaire du courrier des lecteurs du *Nouvel Observateur* (2), Jean-Marcel Bouguereau revient sur la "journée sans Sarkozy" dans les médias que certains souhaitaient. Soutien aux victimes, conflits sociaux, diplomatie, rien de ce qui est évoqué quotidiennement ne peut omettre de mentionner, tant par les mots que l'image, l'action de notre très (in)dispensable président de la République. Face aux lecteurs exaspérés par l'omniprésence de Nicolas Sarkozy, le journaliste du *Nouvel Obs* rappelle à juste titre que nous avons à faire à un omniprésident et ce pendant encore quatre ans et demi. « un feuilleton permanent dont chaque épisode chasse le précédent », selon François Bazin, journaliste du même hebdomadaire.

La présidentielle permanente

Marianne, *Le Nouvel Observateur*, *Le Point* ou *L'Express*, ces dernières semaines, nous ont encore opposé l'actualité récente des deux finalistes de l'élection présidentielle. Certes, depuis le moi de mai, l'on sait qui est le vainqueur... Mais à en croire les unes ou les titres des articles, l'on a l'impression que le plus important est la prochaine échéance qui n'aura lieu qu'en 2012... Alors, pour l'une l'on a droit aux bonnes feuilles de son livre sur la campagne de 2006-2007 et sa stratégie pour « conquérir » le Parti socialiste – « La deuxième vie de Ségolène » (3) – désormais mise en parallèle avec celle de Bertrand Delanoë, pour *Valeurs actuelles* (4). Pour l'autre, on « enquête sur l'État Sarkozy » (5) ou l'on a droit à son « plan de bataille » (6) pour 2008. Si l'hebdomadaire dirigé par Jean Daniel revient, certes, cette semaine sur l'« épisode-affaire » Kadhafi, l'on peut toujours et légitimement penser

qu'il faut déjà nous préparer à choisir entre les finalistes à nouveau « imposés » pour la prochaine élection présidentielle. Au moins, le système se verrouille et désormais l'on n'a plus rien à en attendre... Et tant mieux.

Sondomanie

Autre aspect qui nous fait vraiment penser à une élection permanente, certaines revues ont décidé de mettre en place encore plus de sondages, de « photographies de l'opinion », pour savoir ce que nos compatriotes pensent, là encore, de l'action de l'omniprésident et omnipotent (du moins le croit-il) président de la République. Ainsi *Valeurs actuelles* vient de lancer son baromètre de la réforme avec l'institut de sondage CSA, pour interroger « 1 000 Français » afin de « leur poser les questions essentielles ». Une fois de plus, cela va alimenter, et avec son consentement, la soif d'action médiatique (et seulement médiatique) de l'hôte de l'Élysée. Or médiatique et nécessaire sont souvent incompatibles...

Le silence est d'or

Alors qu'à chaque accident qui compte plusieurs morts, chaque catastrophe naturelle, chaque crime crapuleux, élus, ministres ou président de la République se précipitent devant les micros et les caméras pour faire part, au choix, de leur émotion, colère, tristesse, et le tout avec gravité, l'on a pu s'étonner du peu de réactions qui ont suivi la mort d'Anne-Lorraine Schmitt, assassinée dans le RER par un violeur récidiviste en se rendant à la messe un dimanche matin. À tel point que *Le Nouvel Observateur* dans son « téléphone rouge » (7) nous indique que Michèle Alliot-Marie a très « mal pris que Nicolas Sarkozy lui reproche de n'avoir pas assez réagi à l'assassinat de [la] jeune femme. Le ministre de l'Intérieur n'a pas voulu médiatiser son émotion personnelle. La jeune victime [...] était en effet la fille [...] de son ancien collaborateur à la Défense ». Il eût été mieux de penser, comme l'écrit Guillaume Roquette dans *Valeurs actuelles* (8) que « les injonctions médiatiques – immédiateté et sensationnalisme – [comptent] moins que le respect de l'intimité d'une famille en deuil. »

Arnaud NAUDIN

- (1) N° 555 du 8 au 14 décembre.
- (2) N° 2249 du 13 au 19 décembre.
- (3) *Le Nouvel Observateur* n° 2248 du 6 au 12 décembre.
- (4) N° 3707 du 14 décembre.
- (5) *Le Point* n° 1838 du jeudi 6 décembre.
- (6) *L'Express* n° 2944 du 6 au 12 décembre.
- (7) N° 2248 du 6 au 12 décembre.
- (8) N° 3706 du 7 décembre.

LE PROCÈS COLONNA
Une mascarade judiciaire

par **Aristide LEUCATE**

Réclusion criminelle à perpétuité ! Le verdict est tombé, le 13 décembre, sur l'échine d'un berger corse qui nie toute participation personnelle dans le commando qui a assassiné le préfet Claude Érignac, un 6 février 1998. Yvan Colonna, "nationaliste" corse, jugé par "l'État colonial français" passera donc une partie de sa vie entre quatre murs avec, cependant, l'espoir d'être élargi un jour ou l'autre, aucune peine de sûreté n'ayant été prononcée.



Yvan Colonna
Des éléments substantiels militeraient pour la thèse d'un procès carrément truqué.

Un procès sous influence

Les avocats d'Yvan Colonna ont relevé appel de l'arrêt d'assises, peut-être pour calmer l'émoi des divers représentants "nationalistes" présents au procès. Madame la veuve Érignac, à laquelle nous adressons notre soutien dans la douloureuse épreuve de deuil qui est la sienne (car, son mari fût-il, en tant que préfet, *missi dominici* de la République, était avant tout un serviteur de l'État et ne devait en aucun cas tomber sous les balles d'énergumènes indépendantistes) peut-elle se satisfaire de ce linceul judiciaire ? Rien n'est moins sûr. On relèvera, pêle-mêle, la mansuétude dont a fait preuve le président de la Cour d'assises à l'endroit de l'accusé, en prenant soin, par exemple, de prononcer son nom à la corse, la violation caractérisée de la présomption d'innocence, lorsque Nicolas Sarkozy, alors ministre de l'Intérieur avait annoncé à la presse la capture (après une longue traque dans les maquis

corsés) de "l'assassin du préfet Erignac", le manque cruel de preuves à charge contre Colonna, bref, des éléments substantiels qui militeraient pour la thèse d'un procès carrément truqué, dans lequel, les jeux étaient faits d'avance. Une mascarade judiciaire supplémentaire venant grossir le nombre des affaires glauques de la V^e Gueuse !

Les faux nationalistes

Que l'on ne se méprenne pas sur notre propos, lequel ne vise absolument pas à prendre le parti de M. Colonna. S'il est de tradition politique à l'Action française, de défendre les libertés provinciales, au nom de l'intérêt bien compris de l'État, lequel doit se concentrer sur ses fonctions régaliennes en haut, tout en arbitrant bienveillamment les répu-

bliques en bas, nous ne comprenons guère, en revanche, le combat des indépendantistes corses. Ou, tout au moins, nous le soutiendrions s'il s'inscrivait dans une démarche plus proche du félibrige fédéraliste maurrasien (ou mistralien) que celle du terrorisme aveugle.

Le combat des Corses pour la reconnaissance de leur particularisme, notamment du fait de leur insularité géographique, nous semblerait plus légitime et plus porteur s'il était avant tout culturel donc pacifique. Les Talamoni, les Angelini et autres Simeoni, devraient méditer les leçons de notre doctrine politique qui enseigne qu'avant de vaincre il faut d'abord convaincre et que si le simple fait incontestable d'avoir raison est, en soi, une force, celle-ci ne saurait résulter d'autres armes que celles de la rhétorique.

Aussi, en aucune façon, les indépendantistes corses ne peuvent se dire "nationalistes", sauf à discrediter un peu plus un terme et une idée (le nationalisme) dont la charge polémique ne cesse d'enfler au fur et à mesure de son (mauvais) usage. S'il est regrettable que Yvan Colonna ait été condamné par une Justice française dont l'impartialité pourrait être débattue au regard de l'article 6-1 de la Convention européenne des droits de l'homme, il est assurément plus dommageable que les arguments des indépendantistes se limitent à des "nuits bleues" ou à des plastiquages.

Nous renvoyons donc dos à dos Colonna et sa clique et la Justice républicaine.

aleucate@yahoo.fr

NÉCESSAIRE SAINTE COLÈRE

■ Nous vivons dans un monde démocratique et aseptisé, dont certains voudraient nous faire croire qu'il ressemble à ces publicités aux couleurs nauséuses pour voyages exotiques : cocotiers garnis, plages de sable blanc et punch à volonté ! Bref un paradis terrestre. Pourtant, jamais ce siècle n'aura amené autant de violence et de barbarie : des millions d'hommes se sont étripés au nom de la sacro-sainte démocratie et nos bons dirigeants tentent toujours de nous faire croire que les émeutiers de certaines cités sont des gens policés.

Cruel paradoxe que celui de nos sociétés ! Les citoyens n'ont jamais été aussi amorphes, menant une vie larvaire entre leur supermarché et leur écran barbitural de télévision, et la barbarie n'a jamais autant sévi sous les différents termes que les asservis médiatiques veulent bien lui donner, d'« incivilité » au « mal être urbain »... De même il sera de bon ton de s'indigner d'un article trop osé sur les différents tabous qui sont autant de névroses et de

pression, mais on excusera sous divers prétextes sociologiques les pires assassins... Où est la logique ? Il n'y en a pas.

Nous qui sommes d'Action Française, nous ne cédon pas aux sirènes mortifères des frères siamois que sont le libéralisme et l'archéogauchisme et préférons suivre la belle maxime d'Ernst von Salomon : « nous ne voulons pas de leur bonheur, nous voulons un destin ». C'est pourquoi nous cautionnons l'emploi de la polémique, sainte colère nécessaire pour briser les plus épaisses couches de silence et réveiller de leurs sommeils chimiques et hypnotiques nos concitoyens.

Malgré l'arsenal légal qui sévit dans notre pays dit "libre" mais où un grand nombre de libertés sont passées à la trappe (dont celle de penser par soi-même), nous revendiquons l'emploi de mots forts et justes, n'en déplaisent à nos "confrères". La polémique est un style à part entière, et l'Action française entend bien revendiquer cet héritage.

Romain VINDEK

L'ACTION FRANÇAISE 2000

10, rue Croix-des-Petits-Champs, 75001 Paris
Tél. : 01-40-39-92-06 • Fax : 01-40-26-31-63
I.S.S.N. 1166-3286

- Directeur : **Philippe Champion**
- Rédacteur en chef : **Michel Fromentoux**
- Politique : Georges Ferrière, Yves Lenormand
- Politique étrangère : Pascal Nari
- Économie : Henri Letigre, Serge Marceau.
- Enseignement, famille : **Michel Fromentoux**, chef de rubrique
- Sciences et société : Guillaume Chatizel,
- Outre-mer : Pierre Pujot
- Médecine : Jean-Pierre Dickès
- Livres : René Pillorget, Anne Bemet, Pierre Lafarge, Philippe Aleyrac, Romaric d'Amico
- Arts-lettres-spectacles : Renaud Dourges, Monique Beaumont
- Cinéma : Alain Waelkens
- Combat des idées : Pierre Carvin, Jean-Philippe Chauvin
- Art de vivre : Pierre Chaumeil
- Chroniques : Jean-Baptiste Morvan, François Leger
- Rédacteur graphiste : Grégoire Dubost
- Photos : François Tabary

Abonnements, publicité, promotion : Monique Lainé

KHADAFI À PARIS

La comédie des Droits de l'Homme

par **Michel FROMENTOUX**

besoin d'élections puisque c'est le peuple lui-même qui est au pouvoir. » Comme quoi vouloir imposer partout le "modèle démocratique" français revient à manquer totalement du sens de la diversité humaine... Allons plus loin : s'exprimant ainsi, le despote nord-africain n'est pas si éloigné qu'il le semble de l'idéologie des Droits de l'Homme de 1789. Celle-ci, envisageant un Homme de partout et de nulle part, sans racines et sans transcendance, et écrasant sous cette entité abstraite les hommes concrets, les familles, les métiers, les régions, fait depuis plus de deux cents ans le lit de tous les totalitarismes. Robespierre eût pu parler comme M. Khadafi, mais aussi Hitler, mais aussi Staline. On sait qu'au plus fort des atrocités communistes, l'URSS se référait aux Droits de l'Homme dans sa constitution ! Il est évident que cette idéologie vide et débile n'a jamais adouci nulle part les régimes ni les mœurs. Pire, elle a partout servi à donner bonne conscience à ceux qui se permettaient les plus lamentables exactions. Et cela reste vrai de nos jours. Rien n'a jamais remplacé, pour établir dans et entre les nations, un peu de paix et de justice, la foi catholique que Maurras appelait « **la seule Internationale qui tienne** », « **le langage commun aux communications supérieures des hommes** ».

Espérons que le séjour parisien de ce provocateur aura fait

comprendre aux dévots des Droits de l'Homme l'inutilité de ces débats qui tournent dans l'abstrait et qui ne font jamais avancer la moindre réflexion.

Le droit d'être français

En attendant, ce brouhaha médiatique aura éclipsé presque totalement la forfaiture que, pendant même le cirque khadafien, M. Sarkozy est allé commettre à Lisbonne en cinq petites heures. Là il s'agissait de la France, de son avenir, de son existence. même. D'aucuns diront qu'en signant le fameux mini-traité européen, il a porté atteinte aux Droits de l'Homme, dont l'un des premiers est pour un Français de pouvoir le rester. Mais là encore apparaît le piège de cette notion ridicule. Dès la proclamation de 1789, les Droits de l'Homme et du citoyen ont été les Droits du citoyen en tant qu'Homme et non ceux de l'homme en tant que citoyen. Adhérer à une conception prétendue "universelle" et cosmopolite de l'Homme, c'est donc peu à peu relativiser son appartenance nationale au profit d'une conception élastique de la société à laquelle on appartient. Ainsi est-on mûr, via l'Union européenne, pour le mondialisme.

Après avoir flétri l'image de la France dans le monde en haussant sur le pavé un turlupin mal dégrossi, M. Sarkozy se débarrasse de la France elle-même. Les Droits de l'Homme, eux, restent saufs. ■

Bêlements droits-de-l'hom-mistes et juteux contrats commerciaux se sont entremêlés durant la visite à Paris du 10 au 15 décembre du dictateur libyen Mouammar Khadafi, le tout orchestré selon la flasque liturgie du "politiquement correct"...

Bien peu se sont posé la vraie question. Hormis le fait que le despote d'outre-Méditerranée a souvent soutenu le terrorisme, qu'il est responsable de la mort de cent soixante Français dans un avion d'UTA en 1989, qu'il a récemment maintenu en otage dans des conditions affreuses un groupe d'infirmières bulgares, est-il de l'intérêt de la France, passant sur toutes ces horreurs, d'entretenir des relations avec la Libye, qui occupe une position stratégique en Méditerranée et qui semble vouloir se rapprocher de l'Occident ? Si la réponse est oui, comme le veut le bon sens, elle entraîne une autre interrogation : était-il nécessaire de déployer devant un chef d'État aussi mal élevé tous les fastes de la République, de lui passer tous ses caprices, de le faire entrer de plain pied et sans restrictions dans le concert international ?

Comme toujours, M. Sarkozy a voulu jouer d'esbroufe et de démesure : pour obtenir de grands et substantiels contrats de ventes d'avions, il a comblé d'honneurs le vieux campeur de l'hôtel Marigny (puisque c'est là que le visiteur a voulu planter sa tente...). Mais comme le président de la République excelle toujours à faire cohabiter thèse et antithèse, il a demandé à Mme Rama Yade de se souvenir qu'elle est secrétaire d'État aux Affaires étrangères et... aux Droits de l'Homme ! Les consciences étaient sauvées : Nicolas faisait des affaires, Rama faisait de la morale...

Ainsi s'est engagé un ubuesque ballet verbal frisant la surenchère idéologique. La jeune secrétaire d'État a tout de suite mis les pieds dans le plat : « **Le colonel Khadafi doit comprendre que notre pays n'est pas un paillasson, sur lequel un dirigeant, terroriste ou non, peut venir s'essuyer les pieds du sang de ses forfaits.** » En avait-elle trop dit ? M. Sarkozy semble le lui avoir gentiment reproché, mais il ne l'a pas mise à la porte du gouvernement, car son rôle était bien trop utile pour rassurer les bien pensants. Le colonel Khadafi, qui semble s'être follement amusé durant ce voyage, a voulu en réponse

jouer au provocateur, affirmant qu'au cours de son entretien avec M. Sarkozy il n'avait pas été question des Droits de l'Homme. C'était en fait jouer sur les mots, car le président de la République lui avait donné le conseil de « **progresser** » sur la route des Droits, et le colonel était ainsi fondé à penser qu'il était déjà reconnu comme étant sur la bonne voie et qu'il n'avait plus qu'à "progresser"...

Surenchère idéologique

Toujours plus loin dans la provocation, l'ami libyen est allé jusqu'à reprocher à la France de donner des leçons quand elle-même traite, selon lui, si mal les immigrés dans les banlieues... C'est là où l'on voit combien la notion de Droits de l'Homme est ambiguë et peut être mise à toutes les sauces. Elle apparaît la plus belle des choses et se révèle la pire. Parler ainsi de la France qui a laissé entrer les immigrés en masse depuis des années, c'est passer totalement à côté de la question. Nous avons souvent écrit dans ces colonnes que les immigrés ne sont pas victimes du non respect des Droits de l'Homme, mais d'un trop grand respect de cette fausse religion inventée au nom de laquelle d'une part on n'a pas su contenir les entrées d'étrangers dans des limites supportables tant pour eux-mêmes que pour les Français, d'autre part on s'obstine à enseigner un individualisme exacerbé qui, divisant les moindres désirs de chacun, conduit dès l'école à rejeter toute fierté nationale et toute tradition religieuse morale ou familiale, et par contre-coup décourage chez les nouveaux arrivés tout désir de s'intégrer à une société qui se désintègre elle-même et n'a plus rien de grand à donner à respecter ou à aimer. Là est le vrai drame des banlieues, que ne peut pas comprendre M. Khadafi, qui lui, en Libye, met les homosexuels en prison...

Autre provocation du cher ami : devant l'Assemblée nationale, il a déclaré : « **Si je suis encore au pouvoir après trente-huit ans, c'est que le peuple le souhaite ! En outre, en Libye, il n'y a pas**



NOTRE SOUSCRIPTION POUR L'A.F.

■ En ces jours de Noël et de Jour de l'An, vous êtes naturellement portés à la générosité. N'oubliez pas que *L'Action française 2000* est justement en cette période de fêtes en train de se transformer pour vous offrir, en hommage à Pierre Pujo et dans la continuité de ses dernières volontés, un journal rénové, ouvert à de grandes signatures et plus combatif que jamais (*voir le compte rendu de notre banquet du 2 décembre, pages 7 à 10*). Attendez-vous à découvrir dès le jeudi 3 janvier une AF qui réveillera votre ardeur au combat. Or, rien à l'AF ne s'est jamais accompli sans l'aide de nos lecteurs, nos seuls soutiens,

N'oubliez pas les étrennes de l'Action française

les seuls garants de notre indépendance. Plus que jamais, après la grande épreuve que nous venons de traverser, nous avons besoin de vous. L'AF va de l'avant, vous n'avez pas de raison de vous décourager d'être généreux avec elle.

Michel FROMENTOUX

* Prière d'adresser vos dons à Mme Geneviève Castelluccio, L'Action Française 2000, 10, rue Croix-des-Petits-Champs, 75001 Paris.

LISTE N° 17

Virements réguliers : M. Derville, 7,62 ; Jean-Michel de Lovet, 7,62 ; Mme Yvonne Peyrerol, 15,24 ; Mlle Annie Paul, 15,24 ; Mme Bellegarde, 15,24 ; Raymond Sultra, 17,78 ; Joseph Lajudie, 20 ; Mme Marie-Magdeleine Godefroy, 22,87 ; Julien Thévet, (2 mois), 50 ; Mme Marie-Christiane Leclercq-Bourin, 30 ; Mme Françoise Bedel-Giroud, 30,49 ; Mme Tatiana de Prittowitz, 45,73 ; anonyme, 152,45.

Hommage à Pierre Pujo : Jacques Lamonerie, 150 ; Jean Chollet, 40 ; Olivier Grimaldi, 30 ; Jean-Pierre Plénat, 10 ; Mme Marie-Thérèse Garçon, 40 ; Mme Carla Volkoff, 50 ; Mme Lucrèce Savelli, 15 ; Mme Capet-Sellenet, 50 ; anonyme Metz, 150 ; PAA, 300 ; Mme Corinne Schoch, 150 ; anonyme 150 ; Xavier de Lassus, 400 ; Fernand Estève, 150 ; anonyme, 50 ; Mlle Dominique Dazin, 100 ; "à la mémoire de M. Pierre Pujo, avec l'expression de ma reconnaissance", Mme Pierre

Bonne nouvelle

Dans un entretien au *Journal du Dimanche*, le ministre de l'Économie et des Finances, Christine Lagarde, annonce une bonne nouvelle : grâce aux mesures gouvernementales, les Français auront un gain de pouvoir d'achat « **équivalent à un mois de salaire, voire davantage** ». Refaites les comptes. Si jamais vous ne bénéficiez pas d'une telle manne, n'hésitez pas à écrire à Bercy !

Harkis

On ne peut que se féliciter que le président de la République, au retour de son voyage en Algérie, ait reçu à l'Élysée des associations de harkis, leur rendant officiellement « **l'hommage solennel de la nation** ». On peut s'étonner en revanche de l'annonce d'une « **politique de formation, une politique individualisée d'accès à l'emploi, d'accès au logement, d'accès à la Fonction publique** » spécifiquement dédiée aux enfants de harkis. Si la France aurait dû, il y a quarante ans, accueillir les harkis dans d'autres conditions, ce n'est pas en maintenant leurs enfants dans un ghetto communautariste que l'on pourra laver nos erreurs.

Kultur

Parce que le *business* est décidément une valeur plus à la mode que la culture, Nicolas Sarkozy se prononce pour la libéralisation de la publicité télévisée pour les livres. « **Si c'est favorable aux best-sellers, ce sera favorable aux livres** » répond-il aux petits éditeurs inquiets de cette mesure. C'est en tous cas un pas de plus pour faire avancer la culture Bigard-Halliday...

Prisons

Human Rights Watch, l'organisation de défense des Droits de l'Homme, classe les États-Unis parmi les pays comptant le plus grand nombre de prisonniers : 2,25 millions de personnes, soit 751 pour 100 000 habitants. C'est presque 10 fois plus qu'en France (85/100 000) et bien plus qu'en Iran (212/100 000). Il faudra demander aux zéloteurs du "modèle américain" en quoi cette tentation de l'enfermement généralisé a permis d'améliorer la sécurité des Américains.

Guillaume CHATIZEL

Vuillermé, 150. **Dons au Banquet :** Mlle Christiane Hubert, 20 ; Mme Simone Lépine, 20. **Pour leur absence au Banquet :** P.A.A., 50 ; Mme Jeanne Kloos, 30 ; Robert Thomas, 50 ; Jean Burghelle-Vernet, 60 ; Vincent Claret-Tournier, 60 ; Philippe Prévost, 100 ; Hugues de Malval, 20 ; Jean-Luc Bailleul, 21 ; Gérard Wailliez, 30. **Pour les "60 Bougies" :** Xavier Trabet, 60

Quête au Banquet : 3 802,92 €
Total de cette liste : 6 849,20 €
Listes précédentes : 34 884,24 €

Total : 41 722,77 €
Total en francs : 273 659,69 F

L'indépendance du Kosovo-Metohija est injuste, illégale et dangereuse !

par **Patrick BARRIOT et François-Xavier SIDOS**

solutions du Conseil de sécurité ». Le sud de l'île de Chypre craint bien évidemment qu'une déclaration d'indépendance du Kosovo ne soit utilisée comme un précédent par la République turque de Chypre du Nord. Le ministre espagnol, Miguel Angel Moratinos, a déclaré quant à lui : « **Jamais, dans l'Histoire, une déclaration d'indépendance unilatérale n'a été positive** ». Les pays euro-



péens qui refusent de reconnaître un Kosovo indépendant sans le feu vert explicite de l'ONU ont cependant consenti à ne pas bloquer politiquement le déploiement de la mission PESD. Javier Solana, le haut représentant de l'UE pour la politique étrangère, l'homme qui fit bombarder la Serbie, compte sur l'« abstention constructive » des Etats membres les plus réticents afin d'offrir l'indépendance aux Shiptars.

Une ingérence inacceptable

Hashim Thaci, ex-chef politique de l'Armée de libération du Kosovo (UCK) et Premier ministre shiptar, a promis, après sa victoire aux élections législatives du 17 novembre 2007, que le nouveau Parlement proclamerait l'indépendance « juste après le 10 décembre 2007 ». Mais la communauté internationale prévoit que cette proclamation déclenche une poussée de patriotisme en Serbie. Or les deux tours des élections présidentielles serbes doivent se tenir le 20 janvier et le 3 février 2008. Les Etats-Unis et les Européens ont donc obtenu un accord de principe du nouveau premier ministre shiptar afin que l'indépendance ne soit proclamée qu'à l'issue du deuxième tour des élections présidentielles serbes. L'objectif des Occidentaux est de favoriser dans ces élections la coalition « démocratique » pro-occidentale, incarnée par l'actuel président Boris Tadic, et d'amoindrir les chances du mouvement patriotique (qualifié bien entendu d'« ultranationaliste »), représenté par le Parti Radical de Tomislav Nikolic. Rappelons que le Dr. Vojislav Seselj, président du Parti Radical, a été éliminé de la vie politique serbe

par le Tribunal pénal international de La Haye qui l'a inculpé uniquement pour avoir tenu durant la guerre des propos patriotiques qualifiés de « discours de haine ». Si l'on suit cette logique, tout Français chantant *La Marseillaise* en période de conflit armé ou lors d'opérations de maintien de l'ordre pourrait être poursuivi pour propos haineux ! L'indépendance du Kosovo-Metohija sera donc probablement proclamée après les élections présidentielles serbes. Le Commissaire européen à l'Élargissement, Olli Rehn, a déclaré le jeudi 13 décembre 2007 que l'Union européenne prendra sa décision sur le statut final de la province serbe du Kosovo au début du printemps (mars 2008).

La manne financière

La marge de manœuvre du nouveau gouvernement shiptar est cependant étroite. Pour les Shiptars, la proclamation d'indépendance équivaut à un drapeau, à un hymne national, à un siège indépendant à l'ONU mais surtout à la manne financière de l'Union Européenne. Les promesses des administrateurs de l'ONU qui se sont succédés à Pristina depuis 1999, en particulier celles de Bernard Kouchner, les ont confortés dans l'idée que l'accession à l'indépendance était synonyme de solution à tous leurs problèmes, en particulier économiques. Il faut savoir que depuis la mise en place de l'administration de l'ONU, les clans mafieux prolifèrent à Pristina et détournent l'aide internationale. Les Premiers ministres qui se sont succédés avec le soutien de la communauté internationale (Ramush Haradinaj, Agim Ceku, Hashim Thaci) sont tous des anciens membres de l'organisation terroriste UCK et des criminels de guerre. La corruption gangrène la classe politique au pouvoir et le trafic d'êtres humains, de drogue et d'armes n'a jamais été aussi développé au Kosovo-Metohija. Les futurs crédits de l'Union européenne sont donc convoités et attendus avec impatience par ces prédateurs. Des manifestations sont organisées à Pristina pour exiger « l'indépendance immédiate ». Hashim Thaci lui-même pourrait être débordé par des mouvements radicalisés tel que celui d'Albin Kurti, leader indépendantiste du mouvement « autodétermination ». En l'absence d'indépendance rapide, les Shiptars menacent de se soulever et de nouveaux progroms antiserbes, identiques à ceux de mars 2004, pourraient se produire.

La réaction serbe

Dès la proclamation de l'indépendance, les autorités serbes menacent de suspendre leurs relations diplomatiques avec les pays

Le Kosovo-Metohija (termes inséparables en langue serbe, Metohija signifiant « terre de l'Eglise ») est une province de Serbie peuplée majoritairement de Kosovars d'origine albanaise ou Shiptars qui jouissent d'une très grande autonomie. Les Serbes veulent toutefois garder leur souveraineté sur cette province qui représente le berceau de leur nation. Elle abrite en effet près de 1 300 monastères orthodoxes (détruits en grande partie par les Shiptars) et les tombeaux des premiers rois serbes. Depuis la fin des bombardements de l'OTAN, au mois de juin 1999, le Kosovo-Metohija est administré par l'ONU conformément à la résolution 1244 du Conseil de sécurité qui ne remet pas en cause la souveraineté de la Serbie. Malheureusement, les Shiptars, soutenus par une partie de la communauté internationale, ont décidé de proclamer leur indépendance hors du cadre légal de l'ONU. Cette sécession unilatérale menace bien évidemment les derniers Serbes du Kosovo-Metohija (moins de 100 000 personnes) et leur patrimoine. Lors des pogroms anti-serbes du mois de mars 2004, ni la Mission intérimaire des Nations unies au Kosovo-Metohija (Minuk), ni la Force de l'OTAN au Kosovo-Metohija (Kfor) n'ont été en mesure de protéger la minorité serbe contre les actions terroristes des Shiptars.

Au mois d'octobre 2005, l'ancien président finlandais Martti Ahtisaari a été désigné par l'ONU comme médiateur des négociations entre Serbes et Shiptars sur le futur statut du Kosovo-Metohija. Le plan proposé par Martti Ahtisaari, qui prévoyait une indépendance sous supervision internationale (mission civile de l'Union européenne et troupes de l'OTAN), a été fermement rejeté par la Russie au mois de mars 2007. La Mission de la « troïka » (Etats-Unis, Russie, Union Européenne) chargée de trouver un compromis entre Serbes et Shiptars sur le futur statut du Kosovo-Metohija, s'est achevée le 7 décembre 2007 sur un échec constaté dans un rapport remis au secrétaire général de l'ONU, monsieur Ban Ki-Moon. Lors du débat qui se tiendra au Conseil de sécurité le 19 décembre prochain sur le futur statut du Kosovo-Metohija, les Etats-Unis et l'Union Européenne demanderont l'application du « plan Ahtisaari » alors que la Russie exigera le respect des résolutions du Conseil de sécurité. Or aucune résolution du Conseil de sécurité ne pourra avaliser l'indépendance du Kosovo-Metohija en raison du veto russe.

La diplomatie russe conteste en effet toute interprétation unilatérale et dévoyée de la résolution 1244. Cette dernière prévoit une « autonomie substantielle » du Kosovo-Metohija au sein de la Serbie et non l'indépendance. Le chef de la diplomatie russe a jugé qu'« une initiative unilatérale » ne tenant pas compte du droit international comporterait beaucoup de risques. La Russie de Vladimir Poutine affirme son opposition à toute solution qui n'aurait pas l'aval de la Serbie. Le ministre russe des affaires étrangères, Sergueï Lavrov, a estimé qu'un règlement du statut du Kosovo-Metohija hors du

cadre de l'ONU créerait un précédent « aux conséquences imprévisibles » conduisant l'Europe sur « une pente glissante ». Sergueï Lavrov a jugé la situation « très alarmante » et ajouté : « **Nous ne pouvons accepter les incantations selon lesquelles il s'agirait d'une situation exceptionnelle et que l'indépendance serait inévitable** ». Les artisans de l'indépendance du Kosovo-Metohija ne cessent en effet de répéter que le Kosovo-Metohija ne constituera pas un précédent car il s'agit d'une situation très particulière qui n'a rien à voir avec le Pays basque espagnol, l'île de Chypre, la Corse, l'Abkhazie ou la Transnistrie. Or la situation dans ces régions diffère peut-être au plan touristique mais certainement pas au plan du droit international.

Passe-passe diplomatique

Le scénario mis au point entre Américains et Européens pour soutenir l'indépendance des Shiptars prévoit que l'Union européenne (UE) enverra début 2008 au Kosovo-Metohija une mission civile au titre de la politique européenne de sécurité et de défense (PESD). Cette mission PESD, composée de 1800 policiers et juristes chargés d'épauler le nouvel État indépendant, remplacera progressivement la Minuk. Le déploiement de la mission PESD ne relèvera donc pas d'une décision de l'ONU mais les planificateurs de ce scénario comptent sur la « passivité constructive » du secrétaire général de l'ONU qui prendra acte de la décision européenne. La tutelle exercée par l'ONU sur le Kosovo-Metohija cèdera alors la place à un État indépendant appuyé par une mission civile de l'UE. Soulignons que l'une des toutes premières décisions des Vingt-Sept, peu après la cérémonie de signature du traité de Lisbonne, concernait cette mission PESD. Par ailleurs, l'Alliance atlantique a annoncé le 7 décembre dernier qu'elle allait maintenir au Kosovo-Metohija les 16 500 hommes de la Kfor. Les ministres de l'OTAN ont estimé que l'Alliance pourra maintenir sa présence sans qu'il soit besoin d'une nouvelle résolution des Nations unies !

Les Etats-Unis ont affiché leur intention de reconnaître l'indépendance aussitôt qu'elle sera déclarée par Pristina. L'indépendance sera ensuite reconnue par 22 pays de l'UE sur 27. Il existe en effet des dissensions au sein de l'Europe, Chypre, l'Espagne, la Grèce, la Roumanie et la Slovaquie exprimant de sérieuses réserves. Le ministre des affaires étrangères de Chypre a rappelé son opposition à l'indépendance du Kosovo hors du cadre de l'ONU : « **Notre position reste la même : nous soutenons un règlement négocié, nous respectons la légalité internationale, nous respectons les ré-**

ayant reconnu le nouvel Etat indépendant et de rappeler leurs ambassadeurs. La Serbie pourrait fermer ses frontières avec le Kosovo-Metohija et décréter un blocus économique, voire couper l'approvisionnement en eau et en électricité de la province. Les populations serbes des enclaves n'auront pas d'autre choix que la valise ou le cercueil et des couloirs d'évacuation seront probablement organisés. Le nord du Kosovo, à majorité serbe, fera certainement sécession à son tour pour se rattacher à la Serbie. Les Serbes mobilisés se masseront à Mitrovica, au nord de la rivière Ibar et des violences sont à redouter sur le pont de Mitrovica.

Déstabilisation des Balkans

L'indépendance du Kosovo-Metohija viole les principes fondamentaux du droit international et de l'organisation de l'Europe en modifiant brutalement le tracé des frontières. De nouveaux affrontements violents sont à redouter dans les Balkans car une grande Albanie se dessine qui s'étendra inexorablement au nord vers la vallée de Presevo, à l'est vers la partie occidentale de la Macédoine et à l'ouest vers le Sandjak de Novi Pazar. L'indépendance du Kosovo-Metohija aura également des conséquences en Bosnie car les Serbes de la Republika Srpska auront de solides raisons de réclamer à leur tour l'indépendance face aux menaces qui pèsent sur leur entité. Les Serbes de Bosnie constatent en effet que la communauté internationale, qui manipule la résolution 1244 pour livrer le Kosovo-Metohija aux Shiptars, manipule de la même façon les accords de Dayton pour dissoudre progressivement la Republika Srpska dans une Bosnie unitaire à majorité musulmane. La boîte de Pandore pourrait donc s'ouvrir avec l'indépendance du Kosovo-Metohija et répandre la violence dans les Balkans.

Et la France dans tout cela ?

La France prendra la présidence de l'UE au second semestre 2008 et ce sont des généraux français qui devront mettre en œuvre au Kosovo-Metohija, dans le cadre de la Kfor, le « plan Ahtisaari ». La France sera donc chargée en 2008 de faire appliquer une mesure injuste, illégale et dangereuse à l'encontre d'un vieil État européen souverain, allié historique de la France dans tous les combats pour la liberté. Qui pourra nous dire au nom de quel intérêt supérieur de la France nos dirigeants s'engagent dans un processus hasardeux et dangereux qui ouvre les portes de l'Europe aux mafias albanaises, au nom de quel intérêt supérieur de la France nous nous opposons ainsi à la Russie pour nous aligner sur la position suicidaire d'un président américain discrédité et déjà jeté dans les poubelles de l'histoire, au nom de quel intérêt supérieur de la France nous trahissons nos alliances et renions notre histoire ? ■

FRANCE-ALGÉRIE

Ombres et lumières

par
Henri FERLENS

Tout dépend du domaine que l'on veut privilégier pour porter un jugement sur le voyage du président Sarkozy en Algérie, le 3, 4 et 5 décembre derniers. Contrats pétroliers ? projet euroméditerranéen ? "réconciliation franco-algérienne" ? codéveloppement ? Autant d'enjeux stratégiques qui se déclinent eux-mêmes en sous-ensembles : ainsi les intérêts des grands groupes ne coïncident-ils pas avec ceux des PME ; ou bien encore un projet euroméditerranéen nous renvoie-t-il à la difficile conciliation de nos politiques marocaine et algérienne.

Le pétrole, le gaz, et l'atome, élixirs d'oubli ?

En bref la spécificité de la relation franco-algérienne retentit dans tous les domaines où se rencontrent les deux pays. Et comment mieux résumer cette spécificité que par la déclaration du ministre algérien des Anciens Combattants taxant le gouvernement français d'être le produit d'un lobby juif et cela à la veille de la visite du président Sarkozy. Jamais une telle immixtion dans la vie politique française n'eût été envisageable et a fortiori tolérée d'un quelconque autre pays. L'intrication des relations entre les deux pays conduit à des situations paroxystiques qui défient les lois habituelles des relations entre États.

Il est tentant de se dire que les impératifs énergétiques ont ravalé le psychodrame franco-algérien au rang de rituel protocolaire. Posture contre posture. Demande algérienne de repentance contre refus français de jeter l'eau du bain "colonialiste républicain" avec le

bébé "colonial". Toujours est-il que Total doit - à hauteur de 51 % - financer une usine pétrochimique à Arzew, pôle pétrolier de l'ouest algérien, pour un montant de 2 milliards d'euros. La Sonatrach (société nationale des pétroles algériens) intervient à hauteur de 49 %. Toujours dans le domaine de l'énergie c'est Alstom qui, pour 1,7 milliards d'euros construira une centrale thermique. Enfin, et c'est sans doute le plus important tant le domaine est sensible, c'est la France qui tente de damer le pion aux États-Unis dans un domaine sensible : celui de l'atome. En effet c'est toute la filière du nucléaire civil algérien, depuis la prospection d'uranium, son exploitation, la recherche, la production, le transport, à laquelle est associée la France. Les critiques ne manqueront pas mais il faut savoir que les États-Unis, les Russes, Chinois et autres Iraniens sont en embuscade.

Les sociétés civiles

Loin des impératifs de la relation interétatiques peut-on demander aux sociétés civiles de jouer un rôle ? Le paradoxe est patent. Malgré les difficultés politiques ce sont les relations interétatiques qui donnent le ton. En revanche les difficultés se rencontrent lorsqu'il s'agit de créer des PME et singulièrement lorsqu'il s'agit d'implantations venant de France. On trouvera des té-

moignages intéressants de femmes algériennes dans le numéro de *Regard Local Algérie* qui ont tenté d'implanter leur entreprise de la rive Nord à la rive Sud. Et puis bien sûr il faut s'interroger sur le rôle d'une véritable diaspora algérienne enracinée en France par le biais de couples mixtes parfois fustigés par le président Bouteflika ou encore de réfugiés opposants politiques.

Qui s'est rendu à Bougie a pu constater à quel point la mixité des sociétés françaises et algériennes (essentiellement kabyles en l'espèce) n'est pas un vain mot.

Projet euro méditerranéen et codéveloppement

L'avenir et la nature de la relation entre l'Afrique et l'Europe emportent une réflexion qui touche aux équilibres futurs du monde. L'Afrique hante aujourd'hui les rêves de la Chine, de l'Inde, du Brésil, et si les nations d'Europe ne construisent pas avec l'Afrique le partenariat du XXI^e, ce continent tombera sous la coupe d'autres puissances... Même si le codéveloppement trouve ses meilleurs points d'application en Afrique subsaharienne, il recherche aujourd'hui sa place dans le projet euroméditerranéen, encore bien flou. En attendant que ce projet se dessine plus précie-

sément, la relation franco-algérienne doit y marquer sa spécificité. C'est ce qui a conduit le « **Partenariat Eurafrique** », pilier de la politique de "codéveloppement" * à s'ouvrir aux cadres algéro-français comme en a témoigné leur participation au colloque qui s'est tenu au Sénat le 22 novembre dernier sur le thème *Enjeux locaux et perspectives du codéveloppement*.



Qui s'est rendu à Bougie a pu constater à quel point la mixité des sociétés françaises et algériennes n'est pas un vain mot.

Nicolas Sarkozy ayant, comme il se doit, refusé de céder aux facilités d'une repentance médiatique s'en est tenu au renforcement des liens entre deux États que tout conduit à rechercher des politiques communes. ■

* 103 avenue Parmentier 75011 Paris. S'informer sur l'Algérie : www.toutsuralgerie.com, un site dirigé par Hamid Guemache,

**Algérie-Liban
LE RETOUR
DU TERRORISME**

À Alger, deux attentats à la bombe visant la Cour suprême constitutionnelle et le siège du H.C.R., revendiqués par El-Qaïda, ont fait de 30 (version officielle) à 71 (version donnée par les hôpitaux) victimes voire plus d'une centaine de morts (la rumeur, certains journaux).. Les attentats perpétrés le 11 décembre l'ont été par deux kamikazes. L'un était un jeune homme, l'autre un "vétérans" islamiste depuis peu libéré de prison en vertu de la loi de "réconciliation nationale" de M. Bouteflika.

Ces forfaits appellent quelques remarques :

La politique de réconciliation nationale n'a pas eu l'effet escompté. Le terrorisme, éradiqué à la campagne grâce aux opérations de l'armée, se déplace en tissu urbain, terrain autrement plus difficile; Les discours anti-français, la campagne de "réconciliation" et les concessions faites aux islamistes ne changeront rien à la situation.

Désormais les pays du Maghreb sont sérieusement menacés. Et le terrorisme s'approche de l'Europe où la France est particulièrement visée. La fermeté et la vigilance de tous s'imposent plus que jamais.

Même phénomène, mais pour d'autres raisons au Liban. Au moment où péniblement les dirigeants politiques du pays se rapprochent d'une solution de compromis pour le choix du futur chef de l'État et où l'accession du maronite général Sleiman, actuel chef des armées, se dessine à l'horizon plus ou moins proche, le général El Hadj, autre maronite, le numéro deux de l'armée a été assassiné. On peu se demander à qui le crime profite. Les Syro-iraniens sont le plus souvent désignés.

En Algérie comme au Liban, pour ne citer que ces deux pays, le terrorisme islamiste constitue la principale menace, contre les pays musulmans pro-occidentaux, contre l'Occident et surtout l'Europe et contre la paix et l'équilibre un peu partout.

Disons-le une fois de plus, il serait criminel de traiter cette menace par l'angélisme et la gesticulation. Le danger est aussi dans nos murs.

P.N.

CHRISTOPH BLOCHER ÉVINCÉ EN SUISSE

La conjuration de Berne

Moins de deux mois après les élections législatives marquées par une nouvelle progression du parti national-agrarian U.D.C., les deux chambres du parlement helvétique se sont réunies le 12 décembre en Assemblée fédérale (l'équivalent de notre Congrès) pour réélire ou élire les sept membres de l'exécutif, les conseillers fédéraux.

La coalition anti-blochérienne s'est défendue de mépriser la volonté des électeurs qui ont largement soutenu l'U.D.C. en octobre dernier. Selon les conjurés (socialistes, écologistes et démocrates-chrétiens), leur vote visait un homme, non un parti ; une explication assez précieuse, dans la mesure où le succès électoral de l'U.D.C. doit beaucoup à Blocher. Quoi qu'il en soit, au terme d'une machination évocant plus les mœurs florentines que celles des Waldstätten, l'Assemblée fédérale a élu, à la place du leader nationaliste, une U.D.C. grisonne qui n'avait rien demandé, Eveline Widmer-Schlumpf. Il lui a d'ailleurs fallu vingt-quatre heures de réflexion avant d'accepter son élection.

par
Guy C. MENUISIER

En revanche, les six autres conseillers fédéraux sortants, y compris l'U.D.C. centriste Samuel Schmid, ont été confirmés dans leurs fonctions.

Dans l'opposition

La nouvelle conseillère fédérale se définit comme « **une femme U.D.C. de l'aile libérale** ». Le problème est que le groupe parlementaire, majoritairement blo-

cherien, affirme vouloir « **entrer dans l'opposition** » et, ce faisant, priver de son soutien ses deux élus au Conseil fédéral. Dans le jeu démocratique suisse, il n'est pas exceptionnel qu'un parti dit de gouvernement joue sur deux tableaux. Mais ce sera la première fois que la principale force parlementaire se situera explicitement dans l'opposition, au risque toutefois de s'exposer à des scissions dans certains cantons.

Reste à voir quelle forme revêtira cette opposition. Amer, Christoph Blocher entend mener la vie dure au Conseil fédéral, sans doute en recourant fréquemment à la démocratie directe. Son parti aurait déjà « **une vingtaine d'initiatives populaires sur le métier** ».

Des inquiétudes se font donc jour au parlement, chez les radicaux, partenaires naturels de l'U.D.C., et surtout dans les milieux économiques qui redoutent une nouvelle dégradation du prétendu consensus helvétique. Quand le génie suisse devient chimère. ■

* L'Action française 2000 du 1^{er} novembre.



Comme nous le pressentions au lendemain des élections, cette séance solennelle, qui longtemps releva du genre convenu, fut cette fois tout sauf sereine *. La ma-

RUSSIE

Pourquoi un tel déferlement de haine ?

par **Pascal NARI**

Les élections législatives qui viennent de se dérouler en Russie ont donné une confortable majorité à *Russie Unie*, parti du président Poutine. Avec une participation d'environ 60 %, ce parti obtenu 315 sièges sur 450. Trois autres formations politiques seront représentées au parlement dont les communistes avec 57 députés.

Ni le taux de participation, ni le pourcentage des voix et des sièges obtenu par *Russie Unie*, n'ont un caractère "staliniens". Personne, même les pires adversaires de la Russie et de son président, ne conteste l'immense popularité de Vladimir Poutine et son bilan exceptionnel. Au moment du départ d'Eltsine, la Russie était un pays livré à l'anarchie et à la corruption, endetté, en régression sur tous les plans; son armée était décomposée, son économie livrée aux oligarques et aux multinationales. Les Russes, peuple fier de son passé si glorieux, souffraient de ce déclin.

Il n'a fallu que moins d'une année pour que tout cela ne soit qu'un mauvais souvenir. Les Russes ont retrouvé leur fierté, la Russie est respectée. Le taux annuel de croissance dépasse régulièrement les 6 %. La dette extérieure a été entièrement liquidée dont une partie par anticipation. Le budget est en équilibre et un fonds de régulation de plus de 150 milliards de dollars est constitué pour les années de "vaches maigres", sage précaution. L'armée russe est réorganisée et reconstituée, la récente manœuvre de la marine russe dans

la Méditerranée en étant une éclatante démonstration.

Une classe moyenne nombreuse et prospère se développe. Elle constitue le principal soutien du président. On n'a qu'à regarder Moscou, Saint-Petersbourg et d'autres grandes villes russes pour se rendre compte de cette remarquable transformation qui n'en est qu'à ses débuts.

Tous les rapports fiables des organisations internationales, les statistiques incontestables démontrent et prouvent ces réalités. Il est évidemment facile de montrer des taudis en Sibérie, la misère de quelques-uns, des retards, hérités du communisme et de l'époque Gorbatchev-Eltsine pour dénigrer la réalité. Mais dans et pour quel autre pays on ne pourrait faire de même ?

Hors la filière KGB

Les élections russes ont donné lieu à une véritable campagne de dénigrement et de haine envers ce pays et Vladimir Poutine. Il a suffi que l'ex-champion d'échecs Casparov soit interpellé pour manifestation illégale à la tête de quelques dizaines de personnes, pour que la "grande" presse et les médias

audio-visuels parlent d'une dictature de type nazi, que l'on compare Poutine à Hitler et à Staline, véritable lynchage médiatique. On avait évidemment occulté qu'une salle avait été affectée à cette manifestation quelques pas plus loin, que le champion-candidat à la pré-

cordées dans sa prison ! Bel exemple du totalitarisme. Il a été d'ailleurs libéré cinq jours plus tard.

Toute cette campagne est ouvertement financée par un milliardaire russe, l'oligarque Bérézovski, repris de justice et "réfugié politique" à Londres, et par quelques O.N.G. américaines. Qui le dit ?

On a même été jusqu'à vilipender Nicolas Sarkozy pour avoir

Qui sera le prochain hôte du Kremlin ? En vue de sa succession Poutine vient d'apporter son soutien à Dimitri Medvedev.



sidence et les siens étaient venus manifester dans la rue pour être dispersés devant les caméras du monde entier justement pour pouvoir se poser en victimes.

On a vu et entendu à satiété ce même personnage dénoncer la marche de la Russie vers le totalitarisme. On oubliait de préciser que ces interviewées étaient ac-

félicité Poutine de la victoire de son parti. Il fallait plutôt l'en féliciter

Quelles sont les raisons de cette véritable campagne de haine, cette diabolisation médiatique comme l'aurait dit le regretté Vladimir Volkoff ?

Les multinationales étaient sur le point de mettre la main sur les immenses fortunes de la Russie

délivrée du bolchevisme en instrumentalisant quelques oligarques. Poutine a mis fin à cette entreprise de pillage largement entamée. On critique les Russes, parfois avec raison, de transformer leur pétrole en instrument de leur diplomatie nationale. Quel autre pays n'en a pas fait ou ne fait pas de même ? Vaudrait-il mieux que l'État soit au service des "grands intérêts" ou l'inverse ? Il n'est même pas permis de poser cette question dans les grands médias.

Pis encore, la Russie prétend pratiquer une politique nationale, défendre et promouvoir son identité, la foi de son peuple, revenir à ses traditions. Autant de crimes impardonnables pour les mondialistes. Ils sont contre "tout ce qui est national". Voilà la clé du mystère.

Le 3 mars prochain, un scrutin présidentiel aura lieu en Russie pour désigner le successeur de Vladimir Poutine, inéligible après avoir exercé deux mandats successifs.

Après toutes les spéculations imaginables des kremlinologues patentés, voilà qu'en vue de sa succession Poutine vient d'apporter son soutien à un candidat "surprise", Dimitri Medvedev, jeune (il a quarante-quatre ans) technocrate de l'aile libérale de l'entourage présidentiel, à l'intégrité reconnue et qui n'est pas issu de la filière KGB. Voilà qu'on parle de "mystère".

Ne vaudrait-il pas mieux respecter les Russes, leurs choix, leur politique et saluer un spectaculaire redressement national qui rééquilibre les équations internationales dans le monde actuel ? ■

Le mal belge

par **Luc BEYER DE RYKE**

tait d'autant plus d'être écouté et entendu que Pierre-Yves Monette fut, durant quelques années, conseiller du roi Baudouin puis d'Albert II. Une fonction exigeant de lui non un devoir de réserve mais un mutisme absolu. Aujourd'hui professeur au Collège de l'Europe à Bruges, il a retrouvé la parole.

Fédéralisme de dislocation

Le temps est venu de souffler dans la corne de brume. Il est venu de faire résonner le tocsin.

Effectuant un retour sur le passé, il se désole et s'indigne que le monde politique ait pu « vendre le Fédéralisme au Roi Baudouin. Le système a ses vertus mais dans l'équation belge » « ce que nous avons est un fédéralisme de dislocation ». Des réformes peuvent être souhaitables. Elles sont à ses yeux condamnables lorsqu'elles visent au démantèlement de l'État.

Trop souvent c'est dans cet esprit qu'elles sont conçues en Flandre. Pierre-Yves Monette

s'en prend à l'architecture complexe qui "castre" le pays. Elle est faite de divisions linguistiques, de dosages politiques, d'affrontements larvés ou non, entre « les cathos et les trois-points » (les catholiques et les francs-maçons). Le pays se trouve ainsi enserré dans un maillage qui le rend prisonnier. La résultante en est une « mal gouvernance » sans exemple dans l'Union européenne.

Notre interlocuteur connaît les arcanes de l'administration pour avoir assumé les devoirs de médiateur fédéral.

Il sait le nombre de décisions souvent importantes prises lors de négociations nocturnes. Elles le sont par des ministres ivres de fatigue, d'alcool et de nicotine, se séparant au petit matin.

La mal-gouvernance atteint un point tel qu'en la matière la Belgique, confie Pierre-Yves Monette, est devenue « la lanterne rouge de l'Union européenne ».

En tenant ces propos Monette est conscient de se voir accusé de "poujadisme".

Il s'en défend. Avec vivacité. « Le poujadisme est aussi dangereux que le fascisme. Non seulement je ne m'oppose pas aux partis politiques, mais je les tiens pour nécessaires. Je

les soutiens. Ce que je mets en cause c'est l'importance démesurée qu'ils ont prise. Ils se substituent au processus institutionnel. Ce n'est plus une démocratie mais une oligarchie. »

L'analyse venant de quelqu'un qui s'est trouvé dans les coulisses, au cœur du pouvoir, impressionne. Davantage encore lorsqu'il conclut : « Je ne souhaite pas rester belge si ce pays ne retrouve pas une bonne gouvernance ».

Il faut y voir la parole d'un homme profondément blessé dans l'amour de la patrie servie aux côtés du Roi.

Le désamour d'un pays où la volonté des présidents de partis prennent le pas sur la parole royale. ■

Nous avons demandé à **Luc Beyer de Ryke, ancien présentateur du Journal télévisé belge, auteur d'un livre paru il y a quelques jours à Paris chez François-Xavier de Guibert La Belgique en sursis, d'analyser les causes du "mal belge". À cet effet, il a rencontré Pierre-Yves Monette, ancien conseiller des rois Baudouin et Albert II.**

Ce sont là les péripéties au quotidien d'une crise qui, après plus de six mois, se patine et prend la couleur vert de gris des illusions perdues, des rancœurs recuites et des ambitions non simulées.



Albert II

La volonté des partis prend le pas sur la parole royale.

Si les heures, les jours, les mois s'égrènent à l'horloge d'un pays qui "s'évapore" la raison en est due au "mal belge".

Le hasard des rencontres nous a réservé un entretien avec Pierre-Yves Monette. Il était venu parler à Gand, au Cercle Royal Artistique et Littéraire de l'Avenir de la Belgique. Le propos méri-

La crise belge s'est étirée, enflée, allongée démesurément tel un serpent géant lové dans les sables mouvants de la politique.

Nous vivons sous le règne de l'éphémère. Tout un temps vérité d'un jour n'était pas celle du lendemain. C'était encore trop. Bientôt vérité du matin se voyait démentie l'après-midi. Lorsque paraîtront ces lignes que sera-t-elle ? Au moment où elles sont écrites, le "formateur" n'est autre que Guy Verhofstadt, l'actuel Premier ministre chargé des affaires courantes. Ne sachant plus où donner de la tête... et de la couronne, Albert II l'a pressé de constituer un gouvernement provisoire. Tâche ardue et tout à fait inédite. Ce libéral flamand a pour qualité d'être un esprit créatif et de ne pas être un obsédé linguistique. Advienne que pourra...

NOTRE JOURNAL VOUS INTÉRESSE ?
Pour lui permettre de vivre, abonnez-vous, faites des abonnés !
 Bulletin d'abonnement en page 14



Par fidélité à Pierre Pujo le combat continue

À u Palais de la Mutualité, ce dimanche 2 décembre, Pierre Pujo était dans toutes les pensées, dans tous les cœurs. Dès que les convives eurent pris place, Michel Fromentoux a fait observer une minute de recueillement tout de suite prolongée par la lecture du message (*voir ci-contre*) que **M^{gr} le comte de Paris**, duc de France, nous avait fait parvenir par son conseiller politique **Denis About**.

Le moment était alors venu pour le rédacteur en chef de *L'AF 2000* d'accueillir l'assistance plus nombreuse que l'an dernier et de saluer les personnalités nous faisant l'honneur de leur présence, notamment **SAI la princesse Vinh Thuy, le duc et la duchesse de Doudeauville, M^{me} Denise Carla Volkoff, le docteur Xavier Dor**.

Ce grand banquet des Amis de l'Action française ne devait nullement refléter la tristesse, il était évident pour tous que le meilleur hommage à rendre à Pierre Pujo était, pour nous les héritiers de l'œuvre à laquelle il avait donné sa vie, de manifester notre volonté de maintenir notre Action française plus vivante que jamais. C'est ce qui ressortait des discours de **Michel Fromentoux**, puis de **Stéphane Blanchonnet**, nouveau président du Comité directeur de l'Action française.

Restructuration de l'Action française

Ce dernier a alors laissé la parole à notre ami l'ancien secrétaire général de la Restauration nationale des années 1992-1997, plus fier que jamais de son engagement au sein de l'AF, le plus à même de témoigner des craintes de Pierre Pujo au moment où ses forces l'abandonnaient, que les ennemis de l'Action française s'apprêtaient à porter de nouveaux rudes coups à cette grande aventure française.

Mais « aujourd'hui, une page d'histoire de France est à écrire ensemble. C'est sur les pas de Pierre Pujo mais en continuant la route qui doit être celle de l'Action française au XXI^e siècle que je souhaite plaider pour une grande renaissance de l'espérance royaliste. [...] Oui l'Action française a perdu son chef mais le combat qui a animé tant et tant de générations de royalistes, de patriotes sincèrement amoureux de notre beau pays doit continuer et va continuer car, une jeunesse est là pour reprendre le drapeau tombé à terre. [...] Oui Pierre vous êtes parti rejoindre la lumière éternelle de notre Rédempteur mais vous pouvez compter sur cette jeunesse de France pour que votre combat, notre combat, le combat de tous les Français se poursuive inlassablement ! »

Et voici le message délivré au nom de tous les cadres du journal et du mouvement : « L'Action française n'est pas morte. Et après une mobilisation exceptionnelle et sans faille de tous les militants durant ces journées d'épreuve, je peux vous dire que tout est désormais en ordre de marche pour



que nous illuminions ces jours sombres dans lesquels notre pays est plongé de toute la lumière de notre révolte contre des dirigeants qui bradent depuis trop longtemps la France.

Qu'avons-nous fait ces dernières semaines avec Marielle Pujo, Monique Lainé, Michel Fromentoux, Stéphane Blanchonnet, Philippe Champion, Grégoire Dubost, Denis About, Jérôme Besnard, Bernard Bonnaves, Philippe et Giovanni Castelluccio, Jean-Philippe Chauvin, Adrien Charvet, Sébastien de Kerrero, Alexandre Cugnache, Vindex, Cheverny et tant d'autres sans oublier bien naturellement Thibaud Pierre ? Eh bien, nous avons tout simplement œuvré pour que l'Action française ne sombre pas. [...] Partout en France des chuchotements se sont fait entendre : que va devenir l'Action française sans le fils de Maurice Pujo ? Les plus pessimistes, ces oiseaux de mauvais augure qui en rajoutent quand tout va mal, ont proclamé partout que l'AF n'en avait plus que pour six mois. [...] Je veux vous faire comprendre que c'est aujourd'hui qu'il faut nous faire confiance, c'est maintenant qu'il faut se réabonner, c'est immédiatement qu'il faut verser à la souscription. C'est tout de suite que vous devez rappeler vos amis pour leur dire "ne désespérez pas, une équipe solide et pleine d'avenir se remet au travail". Sans vous l'Action française pourrait effectivement disparaître car Pierre incarnait le lien avec la grande AF d'avant-guerre. [...]

Mais je veux vous redonner confiance et vous annoncer qu'avec ce banquet commence réellement la nouvelle aventure du royalisme français au XXI^e siècle. »

La "restructuration" est en marche : « Depuis hier le Comité directeur a à sa tête un jeune nouveau président en la personne de Stéphane Blanchonnet. Ami de Pierre et de Michel Fromentoux, Stéphane avec ses qualités d'homme posé, réfléchi, empreint d'une forte et grande culture d'AF, saura rester fidèle à la pensée

d'Action française. Je sais aussi qu'il réussira à apaiser les inévitables conflits.

[...] Un Comité directeur en ordre de marche et à ses côtés un mouvement royaliste, le Centre royaliste d'Action française que dirige un duo de choc : Philippe Champion en tant que président et qui saura avec toute son expérience de professeur et de militant royaliste, redonner des bases solides à la formation des jeunes militants, et Thibaud Pierre, Secrétaire général. »

Fidélité et espérance

« Je peux témoigner de la très forte confiance que Pierre Pujo accordait, malgré ses jeunes années, à Thibaud. Thibaud est aujourd'hui le chef militant dont l'Action française a besoin. Dévoué, méthodique, consciencieux et attentif aux autres, Thibaud Pierre saura, je n'en doute pas un instant, avec votre aide et celle de tous ses aînés et sous le regard attentif de Philippe Champion, remonter une école de formation politique qui a tant apporté à tous ceux qui ont fait partie de la grande famille d'Action française. »

Et voici le "signe fort" de la volonté de continuité, qui « s'incarne aujourd'hui dans une équipe renouvelée, enthousiaste et soudée de la rédaction de *L'Action Française 2000*. » Il s'agit par « la qualité rédactionnelle du journal et la nouvelle dynamique éditoriale » de provoquer « un véritable tremblement de terre dans cette droite française totalement hypnotisée par Nicolas Sarkozy ».

« Oui, aujourd'hui comme hier nous allons ramener à nous tous ceux qui ont encore l'âme de la France chevillée au corps et nous allons ramener dans la mère patrie tous ceux qui s'égarèrent dans de faux espoirs, de terribles chimères comme les appelait Maurras, des chimères qui ont aujourd'hui pris la forme de nuées européennes. Oui, chers amis, le style et l'insolence seront de

nouveau d'Action française. Pour réussir ce pari d'avenir, l'esprit qui nous anime est celui, de la fidélité, du sursaut, de l'espérance, de la détermination et de l'unité... »

Il faut refaire de l'Action française « une solide école de pensée et un journal reconnu et attendu dans lequel les grandes plumes du XXI^e siècle vont venir se battre pour noircir les pages de notre journal. [...] C'est pourquoi, dès demain, Philippe Champion deviendra directeur de la rédaction du journal. Michel Fromentoux qui a passé tant d'années aux côtés de Pierre Pujo sera rédacteur en chef.

Mesdames, Messieurs, chers amis, faites-le savoir autour de vous, une jeunesse déterminée, pleine de talents, se lève, elle va embraser la plaine de France de ses mots et des ses idées pour redonner son lustre à la France et préparer la venue de son roi.

Oui chers amis, soyez prêts à découvrir le 3 janvier prochain dans les colonnes de *L'Action Française* le début d'une grande aventure collective française. Faites savoir cette espérance qui nous anime, abonnez-vous, faites abonner vos amis, envoyez le journal à vos relations, adhérez au Centre royaliste d'Action française, versez vos dons, nous en avons plus que jamais besoin car, chers amis, un tremblement de terre s'annonce. Et les secousses qu'il va porter aux ennemis de la France ont un nom. L'Action française revient. »

Les applaudissements nourris ont aussitôt montré l'adhésion sans faille à cette volonté de faire briller plus que jamais l'Action française en hommage au grand disparu.

La même espérance émanait des discours qui se sont succédé au dessert. D'abord Philippe Champion (*voir page suivante*), puis François-Marie Algoud, adhérent à l'AF depuis 1932 : son évocation d'un haut fait des camelots du Roi a déchaîné l'enthousiasme de toutes les générations de convives. Mais attention à la leçon finale : « Agir, bien sûr, mais en étant doctrinalement sûr. »

On lira page suivante le discours d'Aristide Leucate, lequel a été suivi d'Élie Hatem, notre grand ami avocat qui, dans une plaidoirie de haute volée a exalté à la fois la personnalité de Pierre Pujo et le rôle que l'Action française doit aujourd'hui jouer pour défendre nos traditions, notre histoire, notre patrimoine : « Les Français trépassent, la France demeure, elle demeurera à jamais. » Il revenait à Paul-Marie Couteaux (*page 10*) de marquer le point d'orgue de cette belle journée de patriotisme et d'amitié.

Pendant les discours, le produit de la quête - le double de l'an dernier - a éloquentement montré que le message avait été entendu. Puis le moment vint de sa quitter, non sans qu'ait jailli une fière *Royale*, entonnée au micro par Grégoire Lacroix. À ce moment-là, Pierre était plus présent que jamais et nous appelait à l'action pour la France.

S'attardant quelques instants autour des stands de livres et d'objets royalistes, en quête de signatures d'auteurs, les convives se donnaient rendez-vous en toute confiance pour l'an prochain. ■

Le message de M^{gr} le Comte de Paris Duc de France

Présent le vendredi 16 novembre aux obsèques de Pierre Pujo, j'ai voulu rendre hommage au courage d'un homme de conviction.

Il a su maintenir sa fidélité au principe royal, que j'incarne aujourd'hui, dans la tourmente et l'incertitude de ce début de troisième millénaire.

Par-delà les tactiques politiques qui se développent et s'affrontent au fil des lieux et des temps, existent

heureusement des hommes qui investissent leur cœur dans l'œuvre d'une vie.

Pierre Pujo a été de ceux-là. C'est cela que le chef de la Maison royale de France reconnaît et comprend. Les lys que j'ai déposés au pied de sa dépouille mortelle étaient le témoignage de mon respect.

Je remercie Pierre Pujo d'avoir su servir le principe royal avec abnégation et loyauté. Je souhaite que ses successeurs poursuivent cette œuvre en toute indépendance et dans l'intégrité, pour que vive la France.

**HENRI
Comte de Paris
Duc de France**



MICHEL FROMENTOUX

Directeur de l'Institut d'Action française

Garder à l'AF son entière liberté d'action

Madame,
Chers amis,
Pierre Pujo n'eût pas voulu que ce banquet fût triste. Bien que j'aie encore le cœur gros et qu'il me soit douloureux d'être à sa place à ce micro je ne vais pas vous tenir un discours de deuil. Il faut que ce banquet soit l'expression de la vie qui continue. Permettez-moi de vous rappeler ce que Pierre avait écrit l'an dernier, dans son message envoyé de l'hôpital Bichat alors qu'aucun de nous ne pouvait croire qu'il ne serait pas revenu à ce micro cette année. Je cite ce texte : « **Charles Maurras n'a jamais dit que l'Action française devait s'arrêter après sa mort. L'œuvre de salut public qu'il avait fondée avec ses compagnons devait se poursuivre. Les conclusions auxquelles il était parvenu conservent toute leur valeur pour la France de maintenant.** » Et Pierre ajoutait : « **Il nous faut appliquer la méthode que nos maîtres nous ont enseignée aux données politiques actuelles.** » Voilà notre ligne désormais tracée après la mort de Pierre Pujo. Pierre Pujo fut essentiellement un *mainteneur*, un de ceux à propos desquels Maurras disait « **maintenir c'est créer** », car Pierre, comme jadis les tout premiers Capétiens, dans des circonstances rien moins que favorables, a compris qu'il était essentiel de garder intact coûte que coûte l'héritage reçu de ses maîtres dont son propre père, avec l'espérance chevillée au cœur qu'à plus ou moins long terme cet héritage serait pour la France la planche de salut. À nous maintenant, comme Pierre, de continuer l'Action française en restant imperturbables sur les principes tout en ayant l'intelligence de tenir compte des situations nouvelles. Cela veut dire aussi assumer sans repentance tout le passé de l'Action française, sans laisser dire la moindre contre-vérité historique, mais sans que les partis pris, les rancunes, les réticences d'autrefois ne viennent interférer dans nos choix politiques



d'aujourd'hui. En somme rester fidèles aux leçons de nos maîtres en gardant pour notre Action française l'entière liberté d'action, sans qu'elle ne soit jamais inféodée à quelque parti ou groupe d'intérêt que ce soit, de droite comme de gauche.

Le bien commun

[...] Il est dans la mission de l'Action française en ces temps où le désenchantement se généralise de réveiller le sentiment national, car il apparaît plus que jamais que la nation est allègrement oubliée par ceux qui nous gouvernent alors que nous savons, par toute l'expérience historique, qu'elle est essentielle tant à la sauvegarde des libertés françaises qu'à la paix dans le monde.

À ce sujet, je me souviens que rien n'agaçait Pierre autant que d'entendre parler de choc des civilisations. Il voyait juste : une idéologie aussi puérile amène à poser les rapports internationaux en termes de bien et de mal et à camoufler de sordides intérêts mercantiles sous le cache-sexe du moralisme. Le gâchis causé par M. Bush en Irak donne un aperçu des succès d'une telle politique. Mais cette même idéologie invertébrée du choc des civilisations est un poison dans les nations, car elle engendre des peurs irraisonnées qui rendent incertaine toute politique d'intégra-

tion. Ce qui fonde la civilisation ce sont les nations, car elles sont des réservoirs de sagesse humaine, d'expérience politique, de traditions façonnées dans l'habitude d'hommes d'horizons divers de vivre ensemble et d'élaborer une façon originale d'être au monde, donc de s'élever à l'universel. Face aux impérialismes dominateurs, les nations sont des éléments de mesure.

Volonté nationale

L'embrassement soudain de Vilers-le-Bel, qui, Dieu merci, ne semble pas devoir pour le moment s'étendre à d'autres banlieues montre bien la fragilité de la politique d'intégration d'un pays qui ne sait plus se poser en tant que nation. Un pays repentant et apostat, qui croit si peu en lui-même qu'il tue dans le sein des mères les enfants qui devraient renouveler les générations, qui, érigeant les Droits de l'homme et le laïcisme en religions de substitution se prive de toute référence aux grands vérités ayant forgé son âme, peut-il être de taille à gérer les questions d'intégration posées par l'afflux d'une masse de gens déracinés qu'une politique inconsidérée d'immigration a laissés s'entasser dans nos banlieues délabrées ? Pour intégrer il ne faut pas se désintégrer soi-même, donc il faut se montrer fiers d'être français et par là faire dès l'école respecter et aimer la France, expliquer que s'y intégrer est un honneur et non le fait du hasard. Cette volonté nationale n'existe pas ; résultat : les "jeunes" déracinés n'apprennent qu'à haïr cette culture française dont ils ne voient jamais les grands mais seulement les sous-produits : les familles qui se disloquent, la pratique religieuse qui s'étiolle, les films de violence, de fric et de fesse...

Hélas comment un chef d'État qui s'apprête lui-même à renoncer à la France en tant que

nation pourrait-il exalter la dignité de la France tant dans le monde que devant les générations montantes ? Là est le drame que nous allons devoir affronter hélas sans Pierre. On a remarqué que son tout dernier éditorial était titré « **Non c'est toujours non** ». Il savait, lui, ce que dit l'Évangile : « **Que votre oui soit un oui, que votre non soit un non.** » En ce sens Pierre était l'anti-Sarkozy. Il s'agissait de dire non à la Constitution européenne rebaptisée traité simplifié qui doit être signée le 13 décembre prochain et qui fondrait notre nation dans un fourre-tout économiste fort éloigné des réalités concrètes des populations.

Souveraineté

Dans ce combat pour la souveraineté de la France, nous continuerons, cela va de soi, la réflexion commencée par Pierre Pujo avec nos amis naturels, les souverainistes dont le plus brillant représentant est Paul-Marie Coûteaux qui nous fait l'honneur de sa présence ici avant d'honorer tout à l'heure cette tribune et bientôt les colonnes de *L'Action Française 2000*. Comme aux premiers temps de l'Action française, il nous faut aujourd'hui aller à la rencontre de tous les Français qui acceptent de poser « **d'abord l'idée de la France** », comme disait Maurras, et de les amener à une conception enrichie de la souveraineté, celle du nationalisme intégral, qui n'a pas son origine dans la simple volonté générale toujours aléatoire et changeante au gré des humeurs, mais qui s'incarne dans les siècles dans une lignée royale incarnant le bien commun au-dessus des idéologies et des clans, et se prolongeant par les lois mêmes qui assurent la pérennité du genre humain. Une famille royale en laquelle l'intérêt national se fonde dans l'intérêt de sa descendance est la meilleure des garanties contre les atteintes à la souveraineté.

Pierre a donné l'exemple d'une fidélité sans faille à la Famille de France même dans les moments difficiles. Rien ne saura nous écarter de cette route qui, comme jadis celle de sainte Jeanne d'Arc, ne peut être que celle qui nous conduira vers Reims, pour que vive le Roi ! ■

être à l'avant-garde de la vigilance tout en étant une force de proposition et de contre-proposition politique. Nous devons être présents sur tous les fronts : la défense de la souveraineté de la France, de nos services publics d'intérêt national, de l'autorité de l'État à l'intérieur comme à l'extérieur, la défense de notre économie, de notre justice que l'on éloigne des justiciables, de la famille, du travail, la défense aussi d'une politique d'immigration raisonnée... Soyons réalistes et, en attendant l'héritier, défendons âprement l'héritage, la France d'abord, l'intérêt national d'abord ! Patriotes de toutes les provinces de France, unissons-nous pour que celle-ci vive ! Vive La France ! Vive l'AF ! Vive le Roi ! ■

ARISTIDE LEUCATE

Pour que vive la France : l'Action française

[...] Certes, la douleur nous étirent, la peine nous submerge d'avoir perdu le gardien politique historique de notre noble et vieille maison, mais le combat pour la restauration nationale doit malgré tout et nécessairement se poursuivre car le combat fait partie de la vie et la vie est la seule arme valable que nous autres, humbles mortels, pouvons opposer à la mort. L'AF doit vivre, en effet, et continuer à être ce phare qui brille dans la nuit, de cette lumière si

particulière. Elle se doit d'être encore et toujours à la pointe de la lutte pour la conservation de la France et de son indépendance. Éloignons de nous les vaines et viles querelles pichrocholines, les luttes intestines... Il est impérieux de ne pas perdre de vue notre sens du devoir, lequel consiste à placer l'intérêt supérieur de notre pays bien au-dessus de nos ambitions égoïstes. Souvenons-nous des camelots du Roi des premiers temps de l'AF. Plus qu'un

nom, plus que des hauts faits, nos aïeux nous ont légué l'esprit "camelot" fait d'abnégation, de désintéressement et de combat. Quand tous trahiront, nous resterons fidèles, fidèles à la France et à son histoire ! La route est longue et pendant ce temps, la République détricote notre nation, la mène aveuglément vers de dangereux récifs. Les chantiers demeurent nombreux, dans lesquels, de quelque façon que ce soit, l'AF et tous les patriotes sincères doivent

OUTRE LES NOMS DÉJÀ CITÉS,
ON REMARQUAIT NOTAMMENT :

M. et Mme Denis About, M. et Mme François Algoud, Mme Bernadette d'Alton, Romaric d'Amico, colonel et Mme Louis Assier de Pompignan, Emmanuel Astier, M. et Mme Claude Baudart, Gaston de Beaucourt, Gilles de Beaupre, Komnen Becirovic, Mlle Céline Belin, M. et Mme Paul Bénard, Mme Germaine Benech, Mlles Marie-Élisabeth et Marie-Suzanne de Benque d'Agut, Charles-Henri Bernard, docteurs Jean-Pierre et Françoise Bex, Pierre-Philippe Blancher, Mme Renée-Marguerite de Boisset-Glassac, Pierre Bonnefont, M. et Mme Bernard Bonnaves, M. et Mme Jean Bourguigne-Buisson, Mme Agnès Bourin, Alain Bouton, Mlle Sophie Bouts, Mme Maguy Brun, M. et Mme Michel de Cacqueray et leurs enfants, Mlle Marie Carière, Mme Geneviève Castelluccio, Giovanni et Philippe Castelluccio, docteur André Charles et Mme, Mlle Émilie Charles, M. et Mme Charvet, Adrien et Alexis Charvet, Guy Clouet, Mlle Jacqueline Cousin, Henri Couteau-Bégarie, Alexandre Cuignache, M. et Mme Robert Daffos, M. et Mme Jacques Dalibert, M. et Mme Olivier Dejoux, Mlle Hélène Dejoux, Jean-Baptiste Favier, M. et Mme Jean-Philippe Fournier, Jean Foyard, Mme Yordanka Frangova, Olivier François, Mme Pierre François, M. et Mme Gérard Frémiot, Daniel Gabé, Maurice de Gatellier, Mme Clotilde Gauchy, Patrick Gofman, Patrick Gorre, Pierre Hervieux, André-Marie Hongre, Mlle Christiane Hubert, Mlle Anne Jacqmin, Max Jalade, François-Guillaume Jarry, Jean-Marc Joubert, Sébastien de Kerrero, Olivier Kimmel, Mlle Christiane Kooper, M. et Mme Olivier Krafft, M. et Mme Grégoire Lacroix, Pierre Lafarge, Mlle Monique Lainé, M. Michel Lamy, Mme Marie-Christiane Leclercq-Bourin, Mme Simone Lejard, Mme Micheline Lépine, Allen Le Youanc, Jean-Michel Lovet, Jean-Claude Martinez, Guy Menuisier, Michel Mesbah, M. et Mme Meynet-Piret, Cédric Milhat, M. et Mme Jean-Marie Morice et bébé, Paul Mougenot, M. et Mme Norbert Multeau, Arnaud Naudin, Mme Gisèle Naudin, Philippe Naderman, Philippe Nolland, Mme Juliette Parisot, Mlle Annie Paul, M. et Mme Christian Pépin et leurs trois filles, Henri Peter, Michel Pierchon, Jean-Baptiste Pierchon, M. Frédéric Poretti et ses enfants, M. Sébastien de Pouzols de Saint-Phar, Me Franz Quatrebœufs, M. et Mme Joël Ragot, M. Daniel Renoud-Martin, M. et Mme Michel Ressaire, Alain Ribaut, Jean-Marc Rigal, Jean-Baptiste Rolland, Mme Anne-Marie Rouffignac, Mlle Nelly Ruffier d'Épenoux, Charles Sadlet, Jacques de Sansonetti, Joseph Santa Croce, M. et Mme Charles Schépens, Jean-Claude Sendou, André du Temple, Mlle Anne-Marie Tranié, Marc Van de Sande, Mme Hélène Verdier, Bernard Verny, M. et Mme Hervé Véron, Mme Agnès Vestiel et son fils Mathieu, Bernard Vincenti, Philippe Watremez, Hervé, Olivier, Thierry de Weck, Alain Waelkens, Jean-Michel Weissgerber.



PHILIPPE CHAMPION

Directeur de L'Action Française 2000

Du patriotisme désintéressé au nationalisme intégral

Mes amis,
[...] La confiance que je ne peux m'empêcher d'éprouver aujourd'hui face à vous vient de ce que deux points m'assurent immédiatement d'être fidèle aux intentions de Pierre Pujo.

Tout d'abord, Pierre avait rassemblé et maintenu au cœur de l'Action française un groupe de jeunes gens auxquels il a voulu, en la personne de Thibaud Pierre, que fussent transmis pouvoirs et moyens en vue de diriger notre mouvement. C'est pourquoi, en acceptant, à leur demande, de prêter mon concours, selon mes moyens, à cette transmission de nos espérances françaises et royales, je ne peux douter d'être un continuateur de l'œuvre entreprise. C'est à ce titre qu'au nom de Michel Fromentoux, au nom de tous ceux dont les âges se succèdent de génération en génération jusqu'à eux, je dis aujourd'hui à Thibaud Pierre : nous sommes avec vous, nous sommes pour vous, et nous ferons tout pour que vous réussissiez !

C'est plus directement à la politique que se réfère le second point. Vous connaissez cette phrase de la déclaration du ligueur d'Action française, que j'ai entendue dès mon enfance récitée par mon père : « **La république, en France, est le règne de l'étranger.** »

Eh bien ! Je dis que jamais la France n'a été sous le règne de l'étranger autant qu'elle l'est aujourd'hui. Non pas l'étranger comme ennemi extérieur, facilement définissable, mais l'ennemi étranger installé en maître à l'intérieur du corps social français.

Or, Pierre Pujo avait donné à cet égard un exemple ardent et hardi – je dis hardi parce que beaucoup de gens avaient mal compris la raison de cet engagement-là. Il



s'était engagé à côté d'autres Français ne partageant pas nos convictions monarchistes, il avait décidé de travailler avec des républicains sincères attachés d'abord à la défense de l'identité et de la souve-

raineté de la France, afin que ces idées maîtresses acquièrent le maximum de force.

Il m'avait demandé de l'accompagner à ces réunions et je l'eusse fait si son accident ne l'avait empêché en fin de compte de continuer de s'y rendre. Mais, dans cette affaire, quelque chose me frappe ; et ceux qui sont familiers de l'histoire de l'Action française l'ont peut-être aussi remarqué : cet engagement de Pierre Pujo, certes à côté de républicains, mais pour une cause engageant l'existence même de la France, ressemble, je dirai même reproduit, trait pour trait, l'engagement du jeune Charles Maurras nouvellement monarchiste aux côtés de ces deux républicains de bonne foi, d'abord soucieux de l'in-

térêt national face aux entreprises étrangères, qu'étaient Henri Vaugeois et Maurice Pujo.

Sans cet engagement de Maurras, notre Action française n'existerait pas ; personne n'aurait fait passer un patriotisme désintéressé au nationalisme intégral qu'incarne la monarchie. C'est pourquoi Pierre Pujo devait, au nom de l'Action française, nous devons nous-mêmes, être présents sur ce terrain, car c'est actuellement le seul moyen pour que les meilleurs des Français comprennent, à notre exemple, qu'il ne saurait y avoir pour le pays, ni indépendance, ni souveraineté véritables sans la restauration de notre monarchie nationale, traditionnelle, héréditaire, antiparlementaire et décentralisée. ■

Jacques Bainville, Léon Daudet, Charles Maurras, Maurice Pujo, Maxime Real del Sarte, Pierre Juhel, et maintenant Pierre Pujo, tant d'hommes qui ont fait l'Action française, et dont la présence sera à jamais irremplaçable...

Et pourtant, la vieille maison s'est toujours relevée, a toujours relevé les défis, parfois dans le deuil et la douleur. Ce combat que Pierre a mené depuis l'âge de quinze ans, et dont il fut le protecteur, c'est à nous, à nous tous maintenant, de le reprendre.

Ses amis d'Action française étaient nombreux à ses obsèques pour lui rendre un dernier hommage. Dans les jours qui ont suivi, nombreux étiez-vous à venir aux locaux pour nous proposer votre aide, je tiens à vous en remercier.

Durant ces dernières semaines, de nombreux projets ont vu le jour, certains qui comptaient particulièrement pour Pierre, comme le centenaire de *L'Action Française* quotidienne. Le 21 mars 1908, avec le premier numéro de *L'Action Française* quotidienne, c'était la naissance de l'Action française politique, avec l'article, chaque jour plus pertinent, de Charles Maurras. Le 22 mars

2008, cent ans plus tard, nous organiserons un Carrefour royal, qui sera un tremplin pour le renouveau de l'Action française.

Renouveau qui est dignement incarné par l'actuelle génération militante. Avec une centaine de participants au Camp Maxime Real del Sarte. Cette année, nous travaillons plus que jamais pour l'avenir, avec l'espoir d'un réveil national. Dans nos temps difficiles, et dans l'attente d'un recours à cette monarchie de salut public que nous appelons de nos vœux, nous avons à maintenir l'héritage pour ramener l'héritier.

[...] La seule France que nous ayons à défendre, c'est la France capétienne. Ce royaume de France toujours vivace, dont on nous cache si bien l'existence. La France ne pouvant être elle-même que si elle est royale. Tant que la France sera, l'espoir perdurera, car le royaume reste sous nos pieds et dans nos cœurs. En incarnant plus

THIBAUD PIERRE

Secrétaire général du Centre royaliste d'Action française

Le combat pour la France



tard sa souveraineté dans la personne de son roi, la France recouvrera la place qu'elle mérite, en se réconciliant avec son passé, prête à embrasser son avenir.

[...] Depuis plus de cent ans, l'Action française mène ce combat pour la France, et continuera

de la mener tant qu'il sera nécessaire. Bien sûr, cela demande de chacun de nous un travail sans relâche et de la persévérance, mais une cause aussi cruciale mérite les sacrifices les plus grands.

Quel que soit le dévouement dont nous ayons à faire preuve, c'est avec la conscience que ce que nous défendons est plus grand que nous que nous devons agir.

C'est en tout cas dans cet esprit que tous ceux qui participent actuellement à la reconstruction de l'Action française travaillent, la jeune génération et ses aînés, le secrétariat étudiant, les responsables de province, et enfin depuis quelques mois une dynamique équipe de jeunes salariés.

J'aimerais saluer tout particulièrement le travail remarquable de Thomas R., qui a remonté une section étudiante à Saint-Étienne, de Frédéric Lefranc qui préside au renouveau du Cercle Jacques Bainville. Ils ont fait preuve d'un

grand esprit politique en réussissant à transmettre les fruits de leur travail à de plus jeunes qu'eux. Ils sont des modèles d'humilité et de sacrifice pour chacun d'entre nous. Et c'est en partie par leur travail acharné que les plus anciens qui nous ont rejoints ont eu l'envie de franchir ou de refranchir la porte qui mène au service de la France et de son roi. J'aimerais ensuite saluer le travail et la fidélité de Giovanni et Philippe Castelluccio qui permettent de maintenir et développer l'AF par leur persévérance.

Je souhaite enfin vous faire partager mon optimisme. Avec l'arrivée d'une nouvelle direction du journal et une équipe de rédaction renforcée, nous espérons voir l'Action française rayonner plus encore et ainsi intéresser à notre combat des Français toujours plus nombreux. Je remercie Philippe Champion, Michel Fromentoux et Paul-Marie Coûteaux de nous offrir cette espérance.

Il est plus que jamais nécessaire de mener cette action pour la France, de la mener tous ensemble, dans l'unique but de servir les intérêts de la nation.

Vive l'Action française, vive la France et vive le Roi. ■

Depuis les quelques mois de 2002 au cours desquels nous pûmes assister aux débats fougueux entre les deux tenants du système dans les rues de nos villes, j'avais décidé de suivre les prochaines poussées libertaires d'une certaine frange de notre jeunesse avec l'acuité d'un commentateur sportif puisque la réflexion politique ne semblait pas à la portée de ces molles gouapes en queue de puberté.

La loi Pécresse était un bon prétexte pour ces hordes chevelues de quitter les repères d'alphabètes que sont certaines de nos facultés pour aller hanter les pavés de nos villes, pâle copie de leurs parents soixante-huitards. Car si ceux-ci s'étaient mis au service d'une idéologie abjecte, ils avaient au moins le petit mérite, en tout

cas pour certains, de connaître quelques vagues notions de politique. Car, je l'avoue j'ai tenté de suivre le pourquoi du comment de la contestation, de connaître le fond de leurs "pensées". Quelle déception : c'était le néant absolu. Pourtant ce n'était pas faute d'avoir parcouru les divers organes de "réflexion" des frondeurs en herbe. J'y ai découvert un fouillis de mots jetés là pèle-mêle au mépris des règles élémentaires de la syntaxe et de la grammaire, mais des idées : *nada*.

ROMAIN VINDEK

Loi Pécresse : beaucoup de bruit pour rien...

Je suis donc retourné étudier cette loi : pauvre coquille vide parée des atours vertueux de la réforme et du changement tout juste bonne à satisfaire la petite soif d'action des libéraux. J'ai vite été fatigué, je l'avoue, par les chantages extasiés de ce texte qui, s'il contient des aspects positifs, a vite été réduit à l'état d'enduit bien incapable de replâtrer les failles béantes de l'université.

Car, malgré la rhétorique victorieuse et le bougisme du pitre hongrois les reculades se sont

succédé à un rythme lent certes, mais sûr ! Tout d'abord, la sélection à l'entrée de l'université, pilier de la réforme, a été supprimée. Or sur ce point nous aurions applaudi des deux mains. Là un véritable changement serait advenu ! La fin de l'idéologie égalitaire qui pourrissait notre enseignement ! Quel bonheur ! Le désengorgement des bancs de nos facultés où stagnaient des milliers d'étudiants sans avenir par la faute de ce système ! Quelle joie cela eût été de voir les mines

déconfites de ceux pour qui l'accès à l'université est un droit (un de plus me diriez-vous).

Il est vrai que ceux-ci auraient alors perdu le plus gros de leurs troupes qu'ils recrutent allégrement dans les masses désœuvrées. Tant bien que mal se sont maintenus l'autonomie budgétaire et autres mesures positives certes, mais insuffisantes. Il est à craindre qu'elles soient tout de même amoindries après l'entrevue de jeudi entre l'ectoplasme Julliard et la cruche Pécresse.

Bref, c'est encore beaucoup de bruit pour peu de choses. Le gouvernement a fait croire à une épreuve de force. Les syndicats de toutes les tendances se sont ébroués à grands cris. Maintenant tout va rester dans l'ordre et rien, non rien n'aura changé. ■



PAUL-MARIE COÛTEAUX

Le besoin de la France et de sa politique traditionnelle

Mesdames et Messieurs,
Mes chers compatriotes,
Une nouvelle fois, vous m'avez invité à votre banquet annuel et vous m'y accueillez chaleureusement, ce dont je vous remercie. Je me trouve parmi vous avec d'autant plus d'émotion cette année que je réponds ainsi à une invitation que Pierre Pujo m'avait adressée par lettre la veille même de sa mort. Je ne peux manquer à cet instant d'évoquer la mémoire d'un homme qui m'aura beaucoup marqué par sa rectitude morale.

Souveraineté et légitimité

Pierre Pujo n'a jamais failli dans la tâche qu'il s'était fixée, défendre une tradition qu'il avait héritée d'une part d'une grande culture personnelle et d'autre part de l'exemple de son père. Par son père, il avait pu mesurer le rayonnement intellectuel de ce que l'on a appelé l'"école d'Action française", école qui forma plusieurs générations ; il partagea ses heures et ses malheurs, mais ce qui fut le plus hautement remarquable, c'est qu'il sut la perpétuer. Il sut en effet repérer l'essentiel au milieu de l'accessoire, et cet essentiel que j'ai plusieurs fois appelé "la politique capétienne", et qui parcourt toute notre histoire, est certainement ce qui restera de plus durable. Je dis durable, non pas en pensant au passé mais à l'avenir : il y a dans l'histoire de France des invariants, je veux dire une constante dans les principes, une logique, on dirait aujourd'hui un "logiciel", qui constitue certainement ce que les Français, beaucoup plus attachés à la France qu'on ne le croit, ont

de plus précieux dans les temps tourmentés que nous connaissons, et les temps plus tourmentés encore que nous allons connaître.

Ce logiciel, il ne faut pas se lasser de le formuler : tout part, je crois, de la revendication de souveraineté, qui est la source même de l'autorité de l'État ; on pourrait dire selon les termes les plus classiques que, en France, quel que soit le siècle que l'on considère, la souveraineté est à la source de toute légitimité. J'espère ne pas faire de contresens devant M. Pillorget, dont j'admire tant les travaux, en évoquant les très émouvantes circonstances de l'année 1124, telles que les décrit si bien Jacques Bainville, tandis que l'empereur germanique Othon s'avancit dangereusement sur nos terres de l'Est vers Paris : Louis VI hésitait à appeler à "l'ost royal", c'est-à-dire à demander aux grands féodaux de mobiliser leurs troupes pour se porter au devant de l'ennemi ; il hésitait parce qu'il avait peur de ne pas être obéi. Son précieux conseiller Suger développa alors un raisonnement d'une magnifique actualité - et je devrais dire d'une parfaite permanence : si le roi Louis décide de se porter au devant du Germanique, en d'autres termes s'il affiche clairement son intention de défendre la souveraineté, alors il sera reconnu légitime par tous et obéi.

La République s'abandonne

Même chose au siècle suivant avec Philippe-Auguste au jour de Bouvines : c'est toujours l'affirmation selon laquelle « le



roi doit être empereur en son royaume ».

Voilà bien l'une des leçons que devrait méditer notre président de la République s'il avait une connaissance quelconque de l'histoire nationale : l'autorité de l'État, dont dépend le succès de ses réformes, tient elle-même à l'action qu'il mènera ou ne mènera pas pour défendre la souveraineté de la France. Si, comme on le voit aujourd'hui, il persistait dans son dessein de la jeter au ruisseau, notamment en signant le funeste traité de Lisbonne qui ne fait que reprendre la non moins funeste Constitution Giscard rejetée par les Français, et qui abandonne encore un peu plus de ce qui nous reste de souveraineté, alors inmanquablement il torpillera ce qui reste d'autorité de l'État et la possibilité pour les Français de reconnaître où que ce soit un bien commun, une *res publica*, de s'y conformer et d'accepter en son nom les réformes et les sacrifices que celle-ci suppose.

Oui, mes chers compatriotes, voilà bien tout l'enjeu des années et même des mois que nous vivons : en abandonnant la souve-

raineté nationale, la République s'abandonne elle-même. En abandonnant l'indépendance de la nation, l'État se ruine lui-même, et c'est l'ensemble de nos institutions qui pourrait finalement glisser vers l'abîme. Cela hélas se voit périodiquement dans notre histoire, et il est fort probable que nous le voyons de nouveau à terme plus rapproché qu'on ne le croit.

Mais, comme je le disais, il reste cette espérance magnifiquement rappelée, venue du fond même de notre peuple avec le *non* au référendum de 2005, cette espérance qui est pour nous la meilleure promesse d'avenir : les Français tiennent à la France - comme disait Jaurès, la nation est le seul bien de ceux qui n'ont plus rien.

C'est notre meilleur atout au milieu d'un bon nombre d'inquiétudes : car à par cela, nous pouvons être pessimistes quant aux années à venir, principalement à cause de l'erreur cardinale qu'est la prétendue "construction européenne", dont tout dépend et jusqu'à l'autorité voire finalement l'existence d'un État impartial et donc légitime. Je suis d'autant plus inquiet que le président de la République paraît tout ignorer de ces principes cardinaux et que sa politique n'est déjà plus qu'une errance, allant de coups médiatiques en coups médiatiques, d'effets d'annonces qui ne sont le plus souvent que des annonces non suivies d'effets, et par-dessus tout des mensonges honteux. Si, comme je le crains, la situation de notre pays venait à empirer, alors nul doute que les Français ressentiraient de plus en plus intensément le besoin de la France, c'est-à-dire d'abord de la politique traditionnelle de la France et des principes

cardinaux de souveraineté de la nation et de légitimité de l'État dont il se trouve que vous êtes parmi les meilleurs dépositaires ; c'est-à-dire que, peu à peu, perdus dans le brouillard, ils se tourneront probablement vers vous.

L'AF relève le gant

De ce point de vue, j'observe avec le plus grand plaisir, à travers le chagrin que nous a causé la disparition de Pierre Pujo, avec quelle vitalité vous entendez relever le gant et perpétuer l'idée d'une tradition politique française multiséculaire. Vous pouvez être fier de votre frère, M^{lle} Pujo, et aussi de vous-même, d'ailleurs, puisque vous entendez préserver et même poursuivre son œuvre ; vous pouvez être fier en voyant cette belle assemblée, le très grand nombre de jeunes qu'elle comporte, fier aussi de voir assurée la bonne marche du journal. La réussite de Pierre Pujo est ici éclatante, ce qui certes n'allait pas de soi il y a quelques décennies. Félicitations à Michel Fromentoux pour l'énorme travail qu'il abat, félicitations à vous tous qui avez compris la nécessité de poursuivre votre route sous une forme renouvelée, grâce notamment à l'arrivée de Philippe Champion que je salue, grâce aussi à l'énergie et la fougue dignes d'admiration du jeune Thibaud Pierre désigné par Pierre Pujo ; et félicitations aussi à Stéphane Blanchonnet pour son élection d'hier ! Félicitations en un mot à vous tous qui montrez si bien ce courage superbe en un temps où peu d'hommes et de femmes l'osent encore, le courage d'être fidèles à vous-mêmes, le courage d'être vous-mêmes.

Soyons chacun ce que nous sommes, chacun à sa place, chacun à son poste, et soyons sûrs que le jour approche où les Français auront besoin de retrouver les principes millénaires de la politique de la France ! ■

STÉPHANE BLANCHONNET

Président du Comité directeur de l'Action française

Maintenir la subtile synthèse d'AF

Madame, mes chers amis,
Puisque les membres du Comité directeur de l'Action française m'ont fait l'honneur de m'élire à leur tête hier, je souhaite vous rappeler en quelques mots l'importance et le rôle de ce comité, sans oublier de vous présenter dans les grandes lignes comment je conçois le mandat qui m'a été confié.

Il faut d'abord rappeler que depuis les origines de l'AF - et cela Pierre Pujo ne perdait jamais une occasion de le rappeler - le Comité directeur a toujours été considéré comme l'instance supérieure présidant aux destinées du journal autant que du mouvement. Mais cette fonction de direction ne s'est jamais appliquée aux détails de la vie quotidienne de ces deux organes. L'autorité du Comité directeur porte en effet sur la ligne



générale et non sur la part la plus contingente de la vie de l'Action française. En fait, son rôle essentiel est de maintenir cette subtile synthèse qu'est le mouvement maurassien.

Il s'agit très précisément de veiller aux grands équilibres de notre économie doctrinale. L'équi-

libre entre une grande liberté de ton, un accueil du fait, une sympathie à l'égard de tout ce qui est vrai et utile même dans des idéologies adverses et la nécessaire rigueur qui fait poser des principes clairs et des choix nets. Équilibre entre la réflexion et l'action. L'AF est une école de formation mais elle est aussi un mouvement militant. Elle ne doit donc tomber ni dans un intellectualisme desséchant, ni dans un activisme insensé. Équilibre entre notre nationalisme et notre royalisme ; le second étant la conséquence du premier mais le premier ne trouvant son accomplissement que dans le second. Équilibre entre le compromis nationaliste qui nous fait un devoir de rechercher l'alliance de tous les patriotes pour défendre l'existence de la nation

et le combat contre-révolutionnaire qui nous fait rejeter la république et la société individualiste et démocratique issue des Lumières pour défendre une société traditionnelle, organique, hiérarchique, différenciée. Une société d'ordre. Équilibre entre le passé et le présent. Il ne faut en effet ni oublier les combats d'hier, ni verser dans la nostalgie ou le royalisme de musée. Équilibre enfin entre la jeunesse et l'expérience. Les querelles de générations nous ont souvent coûté cher et il faut sans doute que nous fassions un effort particulier pour les éviter à l'avenir.

Pour finir, je voudrais dire que dans mon esprit le mandat qui m'a été confié est précis et limité. La paraphrase d'une célèbre formule en résumera l'esprit : le Comité directeur doit être traditionnel dans son principe et moderne dans ses institutions. C'est-à-dire que dans la continuité de la mission qui a toujours été la sienne, il devra évoluer dans son fonctionnement et dans les modalités concrètes de ses relations avec les autres organes du mouvement. [...] ■

PARMI LES EXCUSÉS :

Patrick Amiard, Jean-Luc Bailleul, Roger Beaudeloche, Gérard Bedel, Jean Burghelle-Vernet, Théophile Chaussonnaud, Vincent Claret-Tournier, Maurice Coudèrc, Jacques Debeck, Chahisse Dhoiffir, Guy Drouard, M. et Mme Gilles Ebroussard, Mme Paule Eustache, Mlle Anne-Marie Grancher, Gilbert Huret, Philippe Jaunâtre, Mme Colette Jublin, Mme Jeannine Kloos, Jean-Pierre Lagrange, Xavier de Lassus Saint Geniès, Mlle Hélène Ligan, M. et Mme Gérard de Ligny, Mlle Chantal Mallard, Hugues de Malval, Mme Nicole Maurras, Pierre Milloz, Houchang Nahavandi, Mlle Geneviève Perrot, Mme Peyrerol, Jean-Louis Pichery, M. et Mme Gérard Pouysegur, Louis Pozzo di Borgo, Philippe Prévost, Charles Saint-Prot, François de Sainte Marie, Geoffroy de Seguins de Pazzis, Mme Jeannine Simon, Robert Thomas, Raymond Verdier, Mme Robert Vuibert-Ulmer, Mme Pierre Vuillerme, Gérald Wailliez.

LES "LUMIÈRES" CONTRE L'ANCIEN RÉGIME

L'exemple de la querelle des Bouffons

par
Jean-Baptiste CHAMPION

conception de l'art, l'alliage du travail et du génie qui mènent à la perfection. Rousseau, c'est l'esprit des "Lumières", esprit de l'individualiste et nombriliste qui se fait tout seul, sans héritage, qui se crée un monde idéal décollé du réel. Avec lui, l'idéologie entre dans l'art. Tout oppose ces deux personnages. Ceci explique d'ailleurs cela. Rameau est français et catholique ; Rousseau est suisse calviniste. On se demande comment un tel personnage a pu devenir la coqueluche de certains milieux parisiens.

Rameau l'ennemi à abattre

Le néfaste Grimm (1) (de nationalité allemande !) et lui, ne cessent de nuire par leurs écrits et leurs déclarations à l'art français. Il n'est que de lire, dans ce contexte de la querelle des Bouffons, la célèbre *Lettre sur la musique française* (2) de Rousseau, tissu d'attaques gratuites contre un art dont la perfection était admirée de l'Europe entière. Car en réalité, ce n'est pas à Rameau qu'ils en ont, mais au régime. Les encyclopédistes, ni vrais artistes ni vrais philosophes, sont des idéologues. Tout ce qui, de près ou de loin, représente la France de l'Ancien régime devient par le fait même leur ennemi.

Dans un premier temps, ils crurent que Rameau servirait leur cause car, face aux tenants de Lulli, il s'était présenté comme un artiste novateur. En 1733, lors de la représentation de sa première tragédie lyrique, *Hippolyte et Ariane*, il avait été la victime de la cabale des lullistes, qui jugeaient sa musique beaucoup trop compliquée. Certains de ses musiciens et chanteurs, même, avaient refusé de se produire. Mais il avait aussi ses défenseurs, nommés péjorativement les "ramoneurs", dont Voltaire faisait notamment partie.

Tout naturellement donc, Rameau s'était vu proposer de participer à l'Encyclopédie pour les articles musicaux. Mais lorsque Messieurs les encyclopédistes comprirent que Rameau n'était pas l'idéologue qu'ils croyaient, que son indépendance d'esprit était totale, qu'il ne s'occupait que de musique, et que, finalement, il était bien davantage un représentant de l'ordre ancien, il devint lui-même l'ennemi à abattre. Le passage en France de cette troupe italienne constituait une excellente occasion.

On voit soudain Rousseau, Diderot et leurs amis - à l'exception de Voltaire - prendre feu et flammes pour la *Servante Ma-*

tresse de Pergolèse contre l'opéra traditionnel français, alors qu'aucune comparaison n'est même possible entre les deux compositeurs. Le piètre baron Grimm se permet alors, dans sa correspondance littéraire, des réflexions montrant nettement ou bien qu'il n'a pas compris l'esprit de l'opéra français, ou bien qu'il est de mauvaise foi. Ainsi critique-t-il, dans les tragédies lyriques, la présence des chœurs qui viennent faire écho aux sentiments des héros : « Avec quelle vraisemblance une assemblée entière ou tout un peuple pourra-t-il manifester son sentiment en chantant ensemble ? Il faudra donc supposer qu'ils se soient concertés d'avance ». Quelle primaire absurdité ! Sans parler du chœur de la tragédie grecque, n'a-t-il pas compris que l'opéra est un spectacle irréel destiné à divertir, avec des personnages imaginaires ?

Grimm et l'étranger

Quelques années plus tard, leur esprit n'a pas changé. Le même Grimm, après avoir détruit verbalement tout ce qu'il pouvait de la civilisation française, continue de favoriser systématiquement ce qui est étranger (Tout rapprochement avec l'esprit actuel

est interdit !) En novembre 1763, la famille Mozart arrive à Paris avec le petit prodige de sept ans, au terme d'une tournée européenne de cinq mois dans les villes du nord. Finances épuisées, ils espèrent rencontrer en France un succès compensateur. Malheureusement, leur arrivée ne soulève aucun enthousiasme et l'accueil français est plus que tiède. Grimm intervient alors personnellement pour introduire le jeune Mozart à la cour. Et le 1^{er} janvier 1764, l'enfant peut se produire devant le roi Louis XV et la reine Marie, rencontrant enfin le succès escompté par ses parents. Sous Louis XVI, bien-sûr, c'est le compositeur allemand Glück qui aura toutes les faveurs. ■

(1) Frédéric-Melchior, baron de Grimm (1723-1807). Il ne s'agit pas d'un des deux frères Grimm qui ont écrit les fameux *Contes populaires de l'Allemagne au XIX^{ème} siècle* et qui ont marqué notre enfance. Le baron Grimm, qui était de Ratisbonne, est un célèbre littérateur et critique du XVIII^{ème} siècle, grand ami des encyclopédistes et de Mme d'Épinay. Il a laissé une *Correspondance littéraire d'un grand intérêt sur l'époque*, mais ne constitue en aucune façon un ami de la France.

(2) Écrite en novembre 1753, elle se termine par cette phrase péremptoire célèbre, bijou de préférence rousseauiste : « d'où je conclus que les Français n'ont point de musique, et que s'ils en ont une, ce sera tant pis pour eux ».

Le 1^{er} août 1752, la troupe des "Bouffons italiens", de passage à Paris, joue sur la scène de l'Académie royale, un opéra de Pergolèse : *La Servante Maîtresse*. Dans un contexte historique où l'opéra français traditionnel est déjà en déclin, cet événement va constituer un détonateur dans le déclenchement d'une querelle esthétique qui secouera la France pendant plusieurs années. Le monde musical va se partager aussitôt entre deux camps, celui des fidèles de la musique française et celui des partisans de la musique italienne. La dispute sera longue, âpre et passionnée de part et d'autre. Il y aura même des duels. Les encyclopédistes, et notamment Rousseau, vont se faire dès le début les champions de l'italianisme et s'opposer naturellement au plus grand compositeur français de l'époque, le pauvre Rameau, qui se retrouve sans le vouloir dans le mauvais camp. Cet épisode est connu sous le nom de *Querelle des Bouffons*.

L'idéologie entre dans l'art

Cette célèbre polémique qu'on prend souvent à la légère constitue, au milieu du XVIII^{ème} siècle, une lutte acharnée entre l'ordre ancien et l'ordre à venir. Deux acteurs principaux s'opposent : le grand Rameau d'un côté, et, de l'autre, Rousseau et l'équipe de l'Encyclopédie. Rameau, c'est l'Ancien régime, c'est l'héritage artistique et culturel des anciens, l'ancienne

Noël raconté aux petits et aux grands

La laïcisation croissante de la fête de Noël occulte la naissance de l'Enfant Dieu. Si vous souhaitez retrouver le sens du mystère de la Nativité, quelques livres peuvent y aider.

La Vraie Histoire de Noël, de Loïc Joncheray, illustrée par Christelle Fargue, est une leçon de catéchisme en images. Elle commence avec l'apparition dans le ciel d'une étoile qui éveille la curiosité de trois mages, au point qu'ils se décident à la suivre, et à voir où elle les mènera.

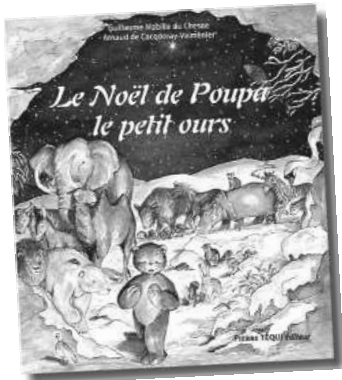
Le texte est fidèle au récit de saint Luc, mis à la portée des plus jeunes. Soixante questions, parfois difficiles, aident à vérifier que l'histoire a bien été assimilée. Des conseils sont donnés pour célébrer le mystère autrement que dans l'atmosphère fébrile des courses et du repas sur fond de télévision. Le sens véritable des traditions est rappelé. Quant aux dessins, très colorés, très gais, ils font penser aux albums des années soixante-dix, ce qui éveillera des nostalgies chez les parents.

Récit tendre et naïf

Poupa, un ourson malicieux, s'éveille étonné un matin d'hiver : la forêt est déserte, tous les animaux l'ont quittée. Que se passe-t-il ? Un vol d'oisies sauvages lui

donne la réponse : tous ont été conviés par un ange à adorer l'enfant divin dans la crèche. Poupa doit se hâter s'il ne veut pas manquer l'événement. Hélas, Bethléem est très loin, et l'ourson est si petit ! Arrivera-t-il jamais à temps ?

Le Noël de Poupa le petit ours, de Guillaume Mabille du Chesne et Arnaud de Cacqueray-Valmènier, délicieusement illustré par les sœurs de l'abbaye Sainte-Marie de Rieunette, est l'un des plus charmants albums pour les petits que vous puissiez vous procurer. C'est touchant, tendre, naïf, et vraiment irrésistible.



Pourquoi fait-on une crèche ? Quand la coutume s'en est-elle instaurée ? Qui sont les personnages représentés ? Comment les fabrique-t-on ? Voilà quelques-unes des questions auxquelles répond Maïtena Chavaribeyre avec *L'Origine des santons*, de la Ju-

par
Anne BERNET

dée à la Provence, illustré par Jean-Dominique Longubardo.

Il ne faut pas chercher ici des réponses élaborées ; il ne s'agit pas de faire œuvre d'historien, d'ethnologue, de folkloriste ou de critique d'art, mais cette approche intelligente et respectueuse donnera aux plus jeunes l'envie d'en savoir davantage et les aidera à comprendre les traditions provençales.

Fraternité

L'on doit à Gosselin Lenotre un volume de *Légendes de Noël*, jamais réédité depuis 1964, au grand dam de tous ceux que ce livre avait enchantés. Cet oubli vient d'être réparé.

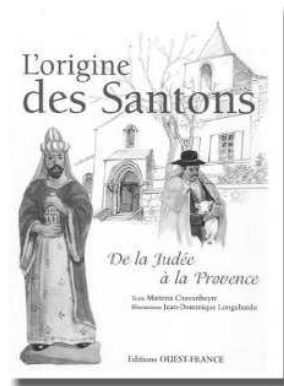
De ces nouvelles, situées entre 1793 et 1816, l'auteur affirmait qu'elles s'appuyaient sur des faits véridiques. L'on y croise une patrouille bleue dans la forêt bretonne, qu'une sonnerie de cloches plonge dans une émotion qui incline même les plus durs à la compassion ; des fillettes dont les larmes fendent le cœur de Fouquier-Tinville, lui arrachant son unique bonne action ; deux pères, un Bleu et un Blanc, communiant dans l'amour de leurs enfants, jusqu'à oublier ce qui les divise ; une

jeune fille solitaire qui trouve dans ses souliers l'amour qu'elle n'attendait plus ; quatre sans-culottes qu'une étoile, dans un sanctuaire de Judée, métamorphose ; et d'autres récits, plus légers parfois, mais tous merveilleusement dits. Ils ont bercé plus d'une veillée de Noël, donné le goût de l'histoire à beaucoup de lecteurs, et empêché de désespérer tout à fait de l'humanité.

Ce n'est pas dans une semblable optique que Christian Carion a publié, sous le titre *Joyeux Noël*, un roman historique, aussitôt adapté, sans grand succès d'ailleurs, au cinéma. S'inspirant d'un épisode de fraternisation dans les tranchées dans la nuit du 25 décembre 1914, il s'est livré à une dénonciation convenue des horreurs et de l'absurdité de la guerre ; quant aux sentiments qui poussèrent ces soldats ennemis à refuser quelques heures de s'entretuer, ils échappent complètement à l'auteur.

C'est qu'il faudrait en revenir à cet enfant couché sur de la paille dont la naissance bouleversa le destin du monde. *L'Enfant Jésus de Prague*, de Philippe Beitia, explique comment la dévotion aux mystères de l'enfance du Sauveur s'est répandue, d'abord grâce à Saint Bernard, puis aux mystiques carmélitains, à travers la catholicité, et a débordé la période de l'année qui lui était consacrée. Une

statue miraculeuse vénérée dans un sanctuaire pragois allait ainsi devenir mondialement populaire. Histoire et spiritualité se rejoignent afin de permettre au lecteur d'approfondir les grâces de Noël, et de les vivre tout au long de sa vie. ■



* Loïc Joncheray et Christelle Fargue : *La Vraie Histoire de Noël*. Salvator, 40 p., 12 euros (78,71 F).

* Guillaume Mabille du Chesne et Arnaud de Cacqueray-Valmènier : *Le Noël de Poupa le petit ours*. Téqui, 22 p., 7,80 euros (51,16 F).

* Maïtena Chavaribeyre : *L'Origine des santons*. Ouest-France, 64 p., 10 euros (65,60 F).

* Gosselin Lenotre : *Légendes de Noël*. Via Romana, 240 p., 16 euros (104,95 F).

* Christian Carion : *Joyeux Noël*. Perrin, 180 p., 14 euros (91,83 F).

* Philippe Beitia : *L'Enfant Jésus de Prague*. Téqui, 156 p., 9 euros (59,04 F).



LES FILMS DE DÉCEMBRE

● **AUBERGE ROUGE** – Une chose est sûre : en cette fin du XIX^e siècle, les tenanciers de l'Auberge des Croûteux, à savoir Martin, Christian Clavier, Rose son épouse, Josiane Balasko, et leur fils débile "Violet", Fret Épaud, n'ont rien de Paulette Merval et Marcel Merckès dans La Belle auberge du Cheval blanc ; Martin et Rose, c'est plutôt Ténardier et compagnie. Pire même, puisque les malheureux voyageurs qui font halte dans leur établissement perdu au cœur des montagnes du massif des Pyrénées ne finissent jamais leur voyage. Du moins pas celui escompté. Et pour cause : le couple d'aubergistes les zigouille ; plus exactement, leur rejeton, tendance "leatherface" façon Massacre à la tronçonneuse, se charge des basses-œuvres, pour voler leurs biens. Une fois estourbis, les malheureux voyageurs, quand ils ne finissent pas en épouvantails à corbeaux, sont soit enterrés à la sauvette, soit donnés en pâture aux cochons. Lorsqu'une diligence dont un essieu s'est brisé est prise sous l'orage, inutile de vous dire que les passagers, cochers compris, ont un sacré mouron à se faire. Seul à échapper aux mauvaises intentions du couple, et ce grâce à une Rose très croyante, le Père Camus, Gérard Jugnot. Problème pour ce dernier : Rose s'étant confessée pour soulager sa lourde conscience, le Père Camus, obligé pour cause de secret de la confession de taire les horreurs perpétrées par le couple d'aubergistes, va essayer de prévenir et de sauver ses compagnons de voyage. Du moins ceux qui peuvent encore l'être, car le massacre est déjà commencé... Était-il nécessaire de faire un vrai-faux "re-make" du célèbre film de Claude Autant-Lara (1951), inspiré d'un fait réel et interprété à l'époque notamment par Fernandel, Françoise Rosay, Cigarette ? Même pour les futures générations, même en faisant abstraction du film original, il est difficile d'apprécier cette farce énorme, aux "gags" répétitifs, aux grimaces "clavièresques" et aux petits coups de griffe contre la religion catholique, réalisée par Gérard Krawczyk. Le pire, c'est que cette grosse "cocasserie" farcie, même si elle est moins pire que l'on pouvait le craindre, risque d'attirer un large public influencé par la promotion qui, n'en doutons pas, sera faite autour de cette auberge des loufoques !

Alain WAELKENS

ARTS-LETTRES-SPECTACLES

Exposition de dessins de Joseph Bernard à l'Orangerie de Madame Élisabeth

Il est très heureux que le département des Yvelines ait acquis en 1997 le dernier élément de ce qui constituait la résidence de Madame Élisabeth, sœur de Louis XVI, son Orangerie. Cette création de La Brière, architecte du Roi et du comte d'Artois a fait l'objet d'une restauration de grande qualité, laquelle, sans modifier la façade, l'a transformée en espace d'exposition.

Depuis le 14 novembre et jusqu'au 27 janvier prochain, l'Orangerie présente une exceptionnelle rétrospective de l'œuvre graphique de Joseph Bernard (1866-1931). Organisée par le Conseil général des Yvelines, avec le concours de la Fondation Coubertin, qui prête l'ensemble des œuvres exposées, elle a été placée sous la direction scientifique de M^{me} Pascale Grémon-Gervaise, conservateur de ces collections.

De son vivant, Joseph Bernard fut surtout connu et apprécié comme sculpteur. Fils d'un artisan tailleur de pierre, élève des Beaux-Arts de Lyon puis de Paris, il avait été marqué à ses débuts par l'influence de Rodin, mais sans supporter, dit-on, la tyrannie de ce maître. Joseph Bernard fut un acteur majeur de l'après-Rodin, et ses œuvres figurent dans de nombreux musées (Orsay, Luxembourg), à l'Hôtel-de-Ville de Paris et à sa Chambre de Commerce, et à Vienne, en Dauphiné, sa ville natale. Joseph Bernard fut l'un des rénovateurs de la sculpture en taille directe, sans modelage préalable... Méthode qui suppose une parfaite

maîtrise du dessin. Dès 1912, il écrivait : « dessiner le plus qu'on peut, acquérir la même maîtrise d'exécution, qui est la genèse des arts plastiques... dessiner en sculptant et sculpter en dessinant ». En effet, comme le dit Paul-Louis Pinuy (1), sculpter « est modifier les dessins sur la pierre, au fur et à mesure que le ciseau les efface ». On ne peut donc séparer, dans l'univers artistique de Joseph Bernard, l'œuvre sculptée et l'œuvre graphique. Il fut un dessinateur passionné, utilisant des techniques très diverses : crayon, fusain, lavis, aquarelle.

Sa première inspiration apparaît marquée par une certaine vision tragique : ainsi son *Marcheur sur une route*, et surtout sa *Jeune fille s'enfuyant devant des visages hostiles*. Mais, comme ses sculptures, les dessins de Joseph Bernard montrent une évolution de leur auteur vers le classicisme (2). La danse devient très vite son sujet de prédilection. Le thème du *Faune dansant*, qui nous fait souvenir que ce fut en 1912 que fut créé avec Nijinski le ballet de *L'après-midi d'un faune*. D'autres dessins évoquent des « jeunes femmes aux formes pleines et frémissantes de vie, souriantes » ainsi que leurs « enlacements harmonieux ». À la fin de sa vie, Joseph Bernard illustra, pour un groupe de bibliophiles lyonnais, une édition de *L'âme et la Danse* de Paul Valéry. Puis, après la naissance de son fils, on voit apparaître sous son crayon, le thème de la maternité -

et là encore, il évoque de jeunes mères faisant danser leurs enfants.

Enfin, le thème de *La Victoire*, l'un des archétypes classiques dispensés dans l'enseignement des Beaux-Arts, n'est pas seulement repris par lui après 1918. Il avait voulu l'utiliser, bien avant, dans un monument à la gloire de l'Aviation et de ses pionniers.

Cette belle exposition permet de redécouvrir un artiste solitaire, dont la vie fut marquée par de graves ennuis de santé, mais qui fut soutenu par sa femme et par des amis fidèles, comme Rünilmann, le créateur du mobilier dit "art déco" ! Joseph Bernard a laissé une œuvre assez importante, exercé une influence réelle tant au plan stylistique que technique; montré que « l'art robuste seul a l'éternité » et qu'il arrive que « le buste survive à la Cité ».

René PILLORGET

(1) Cf. catalogue de l'Exposition, pages 6 à 9.

(2) Cf. Gina Severini : *Du cubisme au classicisme. Esthétique du compas et du monde (1921)*. K.S. Silver : *Vers un retour à l'ordre. L'avant-garde parisienne et la Première Guerre mondiale 1914-1918 (Paris, 1991)*.

* *Orangerie du domaine de Madame Élisabeth, 26 rue Champ Lagarde, 78000 Versailles. Tél. 01 39 07 71 83 www.yvelines.fr Ouverte de 13 à 18 heures tous les jours sauf lundi, fermée le 25 décembre et le 1^{er} janvier. Entrée libre.*

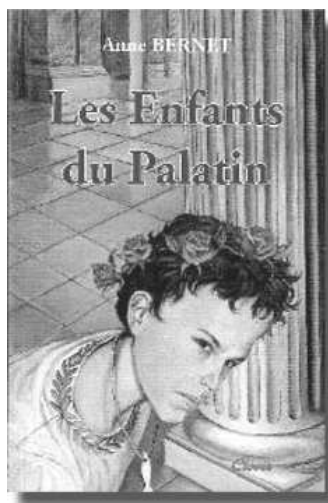
LIVRE D'ENFANT

Les enfants du Palatin

Anne Bernet excelle dans l'art de captiver les grands, mais aussi les petits. Son dernier roman est destiné aux jeunes de douze ans bien qu'il puisse enchanter des lecteurs bien plus âgés.

Nous sommes en l'an 79. Un jeune esclave, Alexamenos, se forme à la rude et implacable école des pages installée dans le palais par l'empereur Vespasien. Or sa vie va être transformée par la rencontre du jeune Titus, fils de Clemens et de Domitilla, cousins de l'empereur. Celui-ci est chrétien et a remarqué le pendentif représentant l'Ichthys, signe de "Christos", que porte Alexamenos, sans savoir lui-même ce que signifie cet objet hérité de sa mère morte en esclavage.

Au fil des pages, on ne peut que se prendre d'affection pour ce garçon intelligent et sensible qu'Anne Bernet entraîne dans de multiples péripéties en tout genre, lui faisant notamment découvrir la face cachée de Rome, celle qui croupit dans une misère effroyable que tentent d'adoucir dans le plus grand secret les



chrétiens soutenus par une foi à renverser les montagnes. Une quinzaine d'années après les persécutions de Néron, il est toujours difficile d'être chrétien dans une Rome qui ne connaît pas le prix de la vie humaine.

Alexamenos, tiraillé au fond de lui-même entre l'attrait du christianisme et la peur des persécutions, en vient un jour à renier le Christ par trois fois devant ses impitoyables camarades de l'école des pages qui lui ten-

dent un piège affreux auquel il échappe en s'enfuyant, inconsolable, avec un jeune Gaulois épris de liberté. Les voici sur la route de tous les dangers : l'expédition pleine de rebondissements s'achève dans les flammes et les poussières de Pompéi croûlant sous l'éruption du Vésuve. « Christos sauve nous », s'écrie Alexamenos. Nous laissons nos lecteurs découvrir l'écho de ce cri déchirant : le Dieu miséricordieux n'avait pas abandonné Alexamenos.

Aventure pleine de rebondissements palpitants parfois tragiques, parfois drôles, illustrant une belle page d'histoire romaine et religieuse. La description de l'éruption du Vésuve est poignante. On se prend à penser que ce récit d'Anne Bernet pourrait fournir un excellent scénario pour un grand et beau film. À offrir à vos enfants tout de suite.

Michel FROMENTOUX

* Anne Bernet : *Les Enfants du Palatin. Éd. Clovis, 267 p., 11 euros.*

JOURNÉE DE LECTURE

Introduction à Dominique de Roux

■ Étonnant destin que celui de l'œuvre de Dominique de Roux ! Pamphlétaire, romancier et éditeur hors normes, disparu il y a trente ans, régulièrement réédité malgré un silence récurrent des médias et autres journaux officiels à son égard.

Petit-fils du marquis de Roux, historien et avocat de l'Action française, Dominique de Roux fut autant homme de lettres qu'activiste. Fondateur des *Cahiers de l'Herne* et des *Dossiers H*, éditeur aux Presses de la Cité puis chez Christian Bourgois, il se prit de passion pour le dernier empire colonial européen, celui du Portugal. Présent à Lisbonne lors de la révolution des Œillets, soutien de Jonas Savimbi dans le maquis anti-communiste de l'Angola, il succomba à un accident cardiaque à l'âge de quarante et un an.

Toujours en mouvement, il pouvait tour à tour aider Vladimir Dimitrijevic à créer l'Âge d'Homme lors d'une foire aux livres de Francfort et converser des meilleures méthodes de guérilla avec le Prince Sixte-Henri de Bourbon-Parme dans un bar d'hôtel de Luanda.

A la fois gaulliste révolutionnaire et défenseur de l'Algérie française, ce feu follet des lettres avait compris que le sort de la vieille terre française se jouait désormais sur les cinq continents. Défenseur de Céline, d'Ezra Pound et de Bernanos, l'auteur du *Cinquième empire* était toujours du côté du talent contre les "bien-pensants". Sa sympathie pour nombre de réprochés lui valut de solides inimitiés. Un de ses livres fut même brûlé en place publique à Nancy par des partisans de Jean-Jacques Servan-Schreiber qu'il égratignait au passage.

Brillante et visant le plus souvent juste, l'écriture de Philippe Barthelet, qui signe cette introduction à l'œuvre et la vie de Dominique de Roux, cède parfois à la facilité. Ainsi définir Maurras, fédéraliste pétri de pensée classique comme un « jacobin disciple d'Auguste Comte » est une absurdité. Sa belle introduction à un passeur littéraire hors pair nous pousse à lui pardonner cette injustice.

Pierre LAFARGE

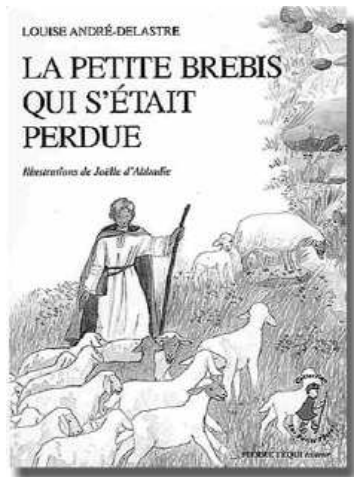
* Philippe Barthelet, Dominique de Roux, Éd. Pardès, 128 p., 12 euros.

Lectures pour tous

Il est de plus en plus difficile, à l'heure du triomphe de *Harry Potter* et de ses nombreux avatars ésotériques, de trouver pour les enfants et les adolescents des livres qui ne véhiculent pas, de façon plus ou moins insidieuse, des messages ou des moralités dangereuses. Les ouvrages suivants sont, eux, garantis à mettre entre toutes les mains.

Une brebis égarée

Blanchette l'agnelle en a assez des pérégrinations du troupeau. Un jour de transhumance, elle reste volontairement à la traîne, puis elle comprend son imprudence et cherche à retrouver son maître. Hélas, elle s'égaré, se blesse, et se retrouve sans défense en pays inconnu tandis que la nuit tombe... Pendant ce temps, le berger s'aperçoit qu'il lui manque une bête et, laissant les quatre-vingt-dix-neuf autres, il court, anxieux, à la recherche de la désolante.



Sur la parabole du Bon Pasteur, Louise André-Delastre réussit, avec *La Petite Brebis qui s'était perdue*, un conte délicieusement édifiant qui ravira les enfants. Les très belles illustrations de Joëlle d'Abadie achèvent de faire de cet album une vraie réussite.

Dame magnifique

Le 8 décembre 1947, fête de l'Immaculée Conception, trois fillettes du village tourangeau de l'Île-Bouchard entrent dans l'église pour prier. Soudain, dans un rayon de lumière, apparaissent une dame magnifique et un ange. Pendant une semaine, l'apparition se produira chaque jour, accompagnée d'une exhortation à prier pour la France « **qui, ces jours-ci, est en grand danger** ». Or, trop jeunes, les enfants ignorent la situation insurrectionnelle de ce début d'hiver, et le risque, pris très au sérieux, d'un coup d'État communiste, désormais jugé inévitable par les observateurs. Or, contre toute attente, au lendemain de l'ultime visite de la dame, le 14 décembre, et sans qu'aucun événement politique puisse justifier ce revirement, la crise s'apaise, le péril rouge est conjuré.

En ce soixantième anniversaire des apparitions de Notre-Dame à l'Île-Bouchard, Francine Bay en propose, sous le titre « *Dites aux petits enfants de prier* », un récit intelligent et clair, illustré par les

sœurs de l'abbaye Sainte-Marie de Rieunette avec leur talent habituel. C'est très réussi.

Clochette héroïque

Pâques approche dans le village breton de Pommerit-le-Vicomte, mais, cette année, la petite clochette de l'élévation ne partira pas pour Rome le Jeudi saint : elle est trop vieille, trop fatiguée, et le sacristain a même failli la jeter parce qu'elle sonnait un peu fêlé. Pourtant, avant de mourir, la clochette voudrait tant, une dernière fois, revoir la place Saint-Pierre ! Alors, rassemblant son courage, juste avant le lavement des pieds, elle a réussi à s'envoler vers l'Italie, elle aussi. Elle ne sait pas que son héroïsme et sa fidélité vont lui valoir une extraordinaire récompense.

Après *Le Noël de Poupa le petit ours*, Arnaud de Cacqueray-Valmémier signe, avec *La Petite Cloche de Pommerit-le-Vicomte*, une histoire exquise, émouvante, illustrée à ravir, là encore, par les sœurs de Rieunette.

« **Le petit dauphin est malade, le petit dauphin va mourir.** » Quel lecteur n'a gardé dans un coin de mémoire cette formule, écho de Bossuet, qui inaugure l'un des contes les plus graves et les plus profonds des *Lettres de mon moulin* d'Alphonse Daudet ?

Historiquement parlant, il est impossible d'identifier l'enfant princier qui inspira ce récit car, s'ils furent nombreux à mourir en bas âge aux XVII^e et XVIII^e siècles, la plupart, petits-fils ou arrière-petits-fils de Louis XIV ou de Louis XV, ne portaient point le titre delphinal. Seul l'aîné de Louis XVI correspondrait, s'il n'était mort, non point à Versailles mais à Meudon, et dans le grand bouleversement des États Généraux, de sorte que sa disparition passa quasi inaperçue, sinon de ses parents désespérés. C'est à lui, pourtant, avec quelque vraisemblance, que Marie-Claude Monchaux a identifié le petit agonisant stupéfait de se découvrir mortel quoique de sang royal. Cela donne, sur un grand texte, des dessins nostalgiques et beaux, qui racontent aux plus jeunes les mystères de la mort et du salut.

Feuilleton

Autre cadeau propre à inspirer aux petits l'amour de la lecture, un abonnement à la revue *Patapon*, « **le mensuel catholique des enfants dès cinq ans** ». J'en ai souvent dit tout le bien qu'il fallait en penser. L'on y retrouve chaque mois un feuilleton en bande dessinée, des vies de saints, des informations, des jeux, parfois aussi des nouvelles, tel, en octobre, le très joli texte de l'abbé Lemarchand, *Jaquine et la Vierge au sourire*, et les illustrations de l'abbaye de Rieunette.

par
Anne BERNET

Pour les plus de huit ans, pourvu qu'ils aiment lire, existe une nouvelle série, signée Véronique Duchâteau, qui compte déjà deux titres et, au temps de Charles le Gros, met en scène le quotidien, parfois agité ou dramatique, des jeunes oblates de l'abbaye Sainte-Croix.

Récemment arrivé, voué à Dieu par ses parents, Martial, un cadet de famille noble, est fort intrigué par la conduite d'un autre garçon, entouré d'égards étranges et qui semble cacher un lourd secret. Il faudra l'annonce de l'approche d'une troupe de Vikings sanguinaires, et un miracle, pour élucider le mystère Philibert.

Si sainte Ozanne, la patronne du monastère, veille diligemment sur ses protégés, d'autres moines ont moins de chance. Tels ceux de la Sainte Montagne, victimes d'un raid hongrois et dont les survivants ne savent où aller. Leur arrivée à Sainte-Croix perturbe le quotidien et surtout celui de Martial, depuis peu admis à commencer son apprentissage d'en-



lumineux et soudain suspecté, bien qu'il clame son innocence, d'avoir endommagé le magnifique travail d'un des frères. Qui a bien pu détruire le manuscrit et laisser accuser le jeune garçon et quelle est exactement la mission de Frère Liphard ?

Il faut un talent certain pour rendre vivante et passionnante l'existence au sein d'un monastère carolingien. À travers des personnages bien campés, touchants, pleins de vertus, Véronique Duchâteau réussit un beau travail de reconstitution historique et fait découvrir à ses jeunes lecteurs la réalité de la vie monastique et de la spiritualité bénédictine. Les dessins, là encore, sont dus aux sœurs de Rieunette.

Témoignage sanglant

Depuis le concile, l'on ne donne plus guère en exemple aux premiers communiant Tarcisus, lapidé à Rome en 257 pour avoir refusé de livrer aux païens les saintes espèces. Au vrai, tous les spécialistes le savent, le martyr

n'était pas un enfant mais un diacre d'une vingtaine d'années. Peu importe d'ailleurs puisqu'il incarne la foi en la présence réelle qui préfère la mort à la profanation de l'eucharistie.

Odile Haumonté ne craint pas de proposer aux adolescents des romans qui parlent de la souffrance, de la maladie, de la mort, sujets d'ordinaire soigneusement occultés par notre époque. Son *Saint Tarcisus, martyr de l'eucharistie*, fidèle aux anciennes traditions, a onze ans ; il en touchera davantage son public. Moins ancré dans le contexte historique, moins dramatique que l'était, sur le même sujet, *La Couronne de pierre de Serge Dalens*, son livre est cependant touchant. Il a surtout le mérite de rappeler ce qu'est le corps du Christ, mystère trop souvent dévalué, et de dire sans fard qu'être chrétien peut, toujours et en tous lieux, conduire au témoignage sanglant.

Qui n'a lu, autrefois, les albums de la série *Belles Histoires, Belles Vies*, qui proposait en bandes dessinées d'excellentes hagiographies ? C'est dans le même esprit que paraît, en couleurs, réalisé par deux Espagnols, Ricardo Alvarez Ferrera et Miguel Quesada Cerdan pour les dessins, un *Jean-Léon Le Prevost*, fondateur des religieux de Saint-Vincent de Paul.

Intéressant destin que celui de ce Cauchois né en 1803, monté à Paris à la suite de revers de fortune familiaux, devenu disciple d'Ozanam, et qui, en 1844, eut l'idée de fonder un institut de religieux laïcs, choix paradoxal, consacré au soulagement et à l'évangélisation des plus défavorisés. La principale difficulté, dans son cas, était d'être marié... Ces aspects, forcément délicats, de la question, entraînent des omissions prudentes qui nuisent un peu au récit, mais l'essentiel passe et donne envie d'en savoir davantage sur l'homme et sur l'œuvre.

Japon, XVI^e siècle

J'ai déjà évoqué la série de la romancière sino-américaine Lensey Namioka que son mariage avec un Japonais incita à se passionner pour l'histoire troublée du XVI^e siècle nippon. À travers les aventures de Zenta, jeune noble qu'un drame familial a contraint à se faire rônin, et celles de son disciple Matsuzo, elle initie ses lecteurs à la civilisation japonaise. Dans ce troisième tome, *Les Diables au long nez*, les deux garçons, qui cherchaient à se faire enrôler par Nobunaga, seigneur de la guerre sur le point de réunifier le pays à la force de son sabre, se retrouvent, interloqués, attachés à la protection rapprochée d'un missionnaire portugais et de sa suite. Passé un moment de flottement, il leur faut constater que ces étrangers sont fréquentables, et qu'ils ont vraiment besoin d'aide. En effet, leur voisin, hostile à leur

présence, vient d'être assassiné à coup de fusil. Or, seuls les Occidentaux sont en possession d'armes à feu.

Dans les années soixante-dix, la mode n'était pas encore venue de la violence gratuite ni des situations scabreuses, du moins pas dans la littérature pour la jeunesse. Aussi l'intrigue policière, rondement menée et sans mièvrerie, tout comme les coups de cœur des personnages, sont-ils traités avec honnêteté mais sans jamais choquer. Quant au discours de fond sur l'ouverture aux autres, il échappe au politiquement correct aujourd'hui en vigueur, ce qui le rend beaucoup plus intelligent et recevable.



Peut-on faire lire les Pères de l'Église à tous, même aux adolescents ? L'abbaye de Rieunette en apporte la preuve avec son édition illustrée du second livre de *Dialogues de saint Grégoire le Grand*, ici intitulé *Vie et miracles du saint abbé Benoît*, ce qui en résume exactement le contenu. Il s'agit, certes, d'un texte facile, vivant, et d'une incommensurable valeur car, sans lui, on ne saurait rien de l'abbé du Mont Cassin. Il n'empêche qu'il peut, dans ses éditions ordinaires, rebuter, et pas seulement les plus jeunes. En l'illustrant d'abondance, avec humour, tendresse et talent, les Bénédictines ont relevé un défi. Et l'ont gagné ; leur album est une vraie réussite. ■

* *Louise André-Delastre et Joëlle d'Abadie* : *La Petite Brebis qui s'était perdue*. Téqui, 30 p., 9 euros (59,04 F).

* *Francine Bay* : « *Dites aux petits enfants de prier* ». Téqui, 30 p., 12,50 euros (81,99 F).

* *Arnaud de Cacqueray-Valmémier* : *La Petite Cloche de Pommerit-le-Vicomte*. Téqui, 21 p., 8 euros (52,48 F).

* *Alphonse Daudet, Marie-Claude Monchaux* : *La Mort du Dauphin. Clovis*, 37 p., 12 euros (78,71 F).

* *Patapon*. Téqui, douze numéros par an, 42 euros (275,50 F).

* *Véronique Duchâteau* : *Le Mystère Philibert - La Mission de Frère Liphard*. Téqui, 140 p., 10,80 euros (70,84 F) et 12 euros (78,71 F).

* *Odile Haumonté* : *Saint Tarcisus, martyr de l'eucharistie*. Téqui, 80 p., 9 euros (59,04 F).

* *Ricardo Alvarez Ferrera et Miguel Quesada Cerdan* : *Jean-Léon Le Prevost*. Téqui, 40 p., 8 euros (52,48 F).

* *Lensey Namioka* : *Les Diables au long nez*. Le Rocher, 225 p., 12 euros (78,71 F).

* *Saint Grégoire le Grand* : *Vie et miracles du saint abbé Benoît*. Téqui, 110 p., 10 euros (65,60 F).

Pour le temps des polars et des pulsions

Théophile par de plusieurs – porte le prénom **Jean-Baptiste MORVAN** pour rendre une originalité et une

d'un mien aïeul du début du siècle vingtième ; et il est, comme moi, un ami de l'érudite sagace et caustique Polydore : double titre à une certaine sympathie même si je n'ai pas, comme Théophile, un penchant pour le pessimisme grisâtre ou noirâtre. Encore dois-je accorder à Théophile, comme d'ailleurs à Polydore, et à moi-

vigueur nouvelles à un genre littéraire, ou prétendu tel, qui après le livre de poche constitue le trésor des films télévisés.

On doit sans doute sacrifier aux dieux innombrables d'un panthéon gluant et grimaçant. La malheureuse clientèle des vicieuses intellectuelles est-elle uniformément influencée par les fameuses "pulsions" ? Quitte à désigner par un barbarisme probable les lecteurs ou spectateurs, je fabriquerai pour eux le nom de "pulsifs".



Polydore, en veine d'écologie, a proposé un recours à la Fée Chlorophylle...

même, le droit à une irritation quotidienne, une vraie démangeaison mentale à la lecture de notre journal réputé bien-pensant, ou à peu près...

Nous dégustons chaque matin notre ration de viols, et d'assassinats, sans parler de moindres incidents qualifiés d'"atouchements". Hier, en un collège de pays étranger, un élève ou un hors-venu avait mitraillé généreusement tous les infortunés se trouvant sur son passage. Et l'on va ressortir, entre autres, pour un jugement fort souhaitable, l'histoire des pauvres femmes assassinées au couteau de boucher. On ne sait si le délit sera considéré comme atténué, sinon aboli, par la déclaration théâtrale du tueur faisant état de la puissance incoercible de ses "pulsions".

Notre ami Théophile accueille ces faits-divers avec une sombre amertume, en consignand les plus ignobles sous la forme de "notules" inscrites sur le carnet qu'il appelle "son notulier". Polydore lui a conseillé d'utiliser lesdites "notules" pour rédiger les prémisses d'un roman policier – ou

Au Calvaire de la Pauvre-Croix

"Des polars pour les pulsifs !" Les recettes en sont désormais connues au point de paraître anodins. Tel film dans une série télévisée commence rituellement par les soins éclairés que l'inspecteur Maigret prodigue à sa pipe, avec sans doute une totale indifférence apparente pour l'apostolat anti-tabagique à la mode. Après cette opération quasi-sacramentelle, on peut s'attendre à retrouver les visions coutumières des "polars" : des escaliers déserts, des couloirs interminables, à donner le frisson, en attendant la découverte du cadavre ensanglanté, puis la visite à la morgue avec les propos péremptores de l'homme de blanc vêtu qui préside à l'ambiance du lieu...

L'ami Théophile nous confiant qu'il cherche depuis quelque temps un remède à ces évocations vénéneuses. Un bon chanoine que nous fréquentons parfois lui a conseillé malicieusement d'"en appeler au Saint-Esprit qui, dit-il, « a l'excellente habitude de s'occuper de ce qui, aux dires de certains, ne le regarde pas ! » Polydore, en veine d'écologie, lui a proposé un recours à la Fée Chlorophylle, végétale purificatrice et dispensatrice de cures bucoliques... Quant à moi, je ne sais trop pourquoi, je lui ai discrètement vanté ce pèlerinage au carrefour désert du calvaire-de-la-Pauvre-Croix, pour une méditation au crépuscule sur les landes... ■

Le mythe de la liberté

■ Jeune homme au Quartier Latin, je fus très intrigué par une inscription sur le mur noir et triste de la prison devant laquelle je passais parfois. Avec une joyeuse inconscience de la propriété des termes, les peintres avaient tracé, au-dessus du portail et sur les grands murs sinistres, la devise de la République : *Liberté, Egalité, Fraternité*. Le mot Liberté me choqua en un tel lieu, et je commençais à formuler des doutes à son égard. Pourtant, il exerce un effet magique sur les esprits qui n'ont pas atteint leur maturité. Au lieu de l'inviter, selon le mot de Dante, à perdre l'espérance en entrant dans ces lieux, on demandait au malheureux criminel à menottes de méditer sur l'illusoire promesse de Liberté qui l'avait expédié dans cette prison, ainsi que sur les plaisirs qu'il allait connaître dans l'étroite Liberté de sa cellule. Je suis certain qu'il n'y avait là aucune intention ironique. On est si bien habitué à ce mot qu'on ne voit pas pourquoi il ne servirait pas à orner le mur d'une prison. Les "immortels principes

de 89" sont excellents dans les péroraisons ; ils n'ont jamais été mis en pratique – ils ne peuvent pas l'être. Le chimiste Lavoisier, le poète Chénier, l'homme d'État Malesherbes, le philosophe Condorcet, pour ne pas parler des politiciens et de la racaille de la Révolution, purent lire sur leur mandat d'arrêt le mot magnifiquement inscrit de Liberté. Lavoisier mendia quelques jours de survie pour terminer sa dernière grande expérience. Ainsi que le sait chaque écolier, il reçut l'"immortelle" réponse que la République n'avait besoin ni de savants, ni de chimistes. Le vrai symbole de la Liberté, c'est la guillotine, et je voudrais qu'à l'entrée du port de New-York, à la place de la déesse à la torche, on mît l'échafaud où ont fini toutes les revendications humaines au nom de la Liberté.

Sisley HUDDLESTON *
Le Mythe de la Liberté
entretiens en temps de guerre,
Lyon, Lardanchet, 1943

Le point de départ ironique de cette réflexion politique est particulièrement ingénieux : le mot Liberté écrit sur les murs des prisons de la République ! Étudiant à Paris, Sisley Huddleston fréquentait alors des milieux "avancés". Un jour qu'il s'indignait de l'arrestation de quelques manifestants de gauche pour lesquels il éprouvait de la sympathie, un camarade lui dit : « **Quand nous serons au pouvoir, nous mettrons les autres en prison. Chacun son tour !** »

Les illusions s'évanouissent. Le jeune Anglais étudiant en France comprit ce jour comment les partisans de la "Liberté" la conçoivent pour les autres. Il se rappela que les socialistes, partisans ombrageux de la "Liberté", lui sont hostiles dans les questions économiques, qu'ils dénoncent la "liberté du travail" et veulent imposer leurs grèves par la violence à ceux qui ne partagent pas leurs idées. Il se rappela que le libéralisme économique est souvent pour l'ouvrier la liberté de mourir de faim.

Il se rappela que dans la France républicaine, la devise "Liberté" était mise au service des formes les plus intolérantes de l'anticléricalisme, que la démocratie détruit la liberté des personnes en les soumettant à la loi du nombre et que le terrorisme révolutionnaire était son *ultima ratio*, son ultime

argument pour assurer le Bonheur et la Liberté : « **La Liberté ou la Mort** », on ne sort pas de ce dilemme dans une logique démocratique.



« La Liberté ou la Mort »
On ne sort pas de ce dilemme dans une logique démocratique.

On parlera de l'hypocrisie du mythe de la Liberté car la civilisation est essentiellement une renonciation à la liberté au sens vague et absolu du mot. Bonald observait, par exemple, que la liberté de la presse ne concernait que les hommes qui écrivent : « **Qu'est-ce qu'une liberté publique qu'il faut entourer de tant de précautions et dont l'exercice doit être l'objet d'une surveillance continuelle, tant l'abus est voisin de l'usage ?** »

Dans un État sain, la liberté de la presse est inconcevable car une presse "libre" peut empoisonner une nation et mettre le monde à feu et à sang. Les pharmaciens ont-ils le droit de vendre n'importe quel poison à n'importe qui dans n'importe quelle condition ? La seule liberté du clerc c'est d'élever le public et non de flatter ses instincts les plus bas, de nourrir ses curiosités malsaines, d'entretenir son ignorance et ses idées erronées. Il n'existe donc pas de "Liberté", en politique, mais des libertés concrètes, précises, hiérarchisées, ayant pour corollaires des devoirs. Une société saine, dirigée par un État sain accorde des libertés bien définies, bien limitées pour éviter à la fois l'anarchie et la dictature.

Gérard BAUDIN

* Sisley Huddleston (1883-1952) était un journaliste et écrivain britannique. Après avoir travaillé à un journal des forces britanniques pendant la Première Guerre mondiale, il s'installa à Paris après la guerre jusque dans les années 1930. Pendant la Seconde Guerre mondiale, il prit la nationalité française. Il publia un entretien avec le maréchal Pétain. Il fut emprisonné par les Allemands en 1944. Il laisse une œuvre variée de réflexions sur les lettres, l'histoire et l'époque où il a vécu.

L'ACTION FRANÇAISE TARIF DES ABONNEMENTS (paraît les 1^{er} et 3^e jeudis de chaque mois)

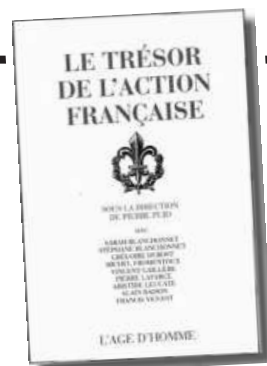
- | | |
|---|--|
| 1. Premier abonnement France (un an) 76 € | 5. Abonnement de soutien (un an) 150 € |
| 2. Premier abonnement Étranger (un an) 85 € | 6. Étudiants, ecclésiastiques, chômeurs (un an) 45 € |
| 3. Abonnement ordinaire (un an) 125 € | 7. Outre-mer (un an) 135 € |
| 4. Abonnement de six mois 70 € | 8. Étranger (un an) 150 € |

BULLETIN D'ABONNEMENT

Nom Prénom
Adresse
Code postal Ville
Tél. Courriel

Entourez le numéro correspondant à votre abonnement
Bulletin à retourner à L'Action Française 2000

10, rue Croix-des-Petits-Champs, 75001 Paris – C.C.P. Paris 1 248 85 A



LE TRÉSOR DE L'ACTION FRANÇAISE

Sous la direction de Pierre PUJO
Avec Sarah BLANCHONNET, Stéphane BLANCHONNET, Grégoire DUBOST,
Michel FROMENTOUX, Vincent GAILLÈRE, Pierre LAFARGE,
Aristide LEUCATE, Alain RAISON, Francis VENANT

Depuis sa fondation en 1899, l'école d'Action française a produit un nombre considérable d'ouvrages de critique historique, politique, littéraire, qui, ensemble, constituent un trésor. Trente et un de ces ouvrages ont été sélectionnés pour faire l'objet d'articles publiés dans L'Action Française 2000 en 2004 et 2005...

Éd. de l'Âge d'homme, 138 p., 20 €. Disponible à nos bureaux : 22,11 € franco (chèque à l'ordre de la PRIEP).



Pierre Pujo mettait souvent l'accent sur la vente à la criée du journal. C'est en effet un excellent moyen de diffuser nos idées et d'engager le débat avec les Français sur la monarchie. C'est également une excellente méthode de formation personnelle pour les jeunes militants.

ÉDITORIAL MILITANT

Diffusons notre journal !

Afin de donner dès le mois de janvier un nouveau dynamisme à notre journal, seul et unique journal royaliste en kiosques, nous comptons sur toutes les sections du mouvement pour relancer d'une part les ventes à la criée, et d'autre part les abonnements. La rédaction

s'active et se renforce – vous le constaterez dans les semaines à venir –, le mouvement ne doit donc pas être en reste. Le CRAF compte sur vous pour relever le défi !

Thibaud PIERRE
Secrétaire général du CRAF

L'AF compte sur vous !

Les militants d'Action française se mobilisent pour accompagner la restructuration du journal, annoncée en page 7 de ce numéro. Ils s'investissent notamment dans la rénovation de nos locaux. Pour les aider, vous pouvez bien sûr verser à la souscription

(voir page 3) et **apporter un soutien financier aux étudiants** dont les économies permettent d'acheter moquette ou pots de peinture... Vous pouvez aussi nous apporter **une aide matérielle directe**, par exemple en nous fournissant **un ordinateur portable** - la ré-

daction en a un besoin impérieux ! - ou du **mobiliier d'entreprise**. Par ailleurs, l'AF acceptera bien volontiers les archives que vous seriez disposés à lui transmettre ; elles trouveront tout naturellement leur place dans les rayons de notre salle d'archives ! ■

Première

Journée royaliste du Forez

Une quinzaine de militants de l'Action française étudiante, ainsi que six camelots de la "Génération Maurras" et quelques sympathisants se sont retrouvés à Saint-Étienne le mercredi 28 novembre 2007. Ils se sont d'abord réunis place Bovin, au pied de la statue de Jeanne d'Arc, pour rendre hommage à Pierre Pujo. Thibaut C., militant de l'AFE Forez, a procédé à la lecture de l'éloge rédigé par Paul-Marie Coûteaux. Une gerbe de lys blancs a été déposée au pied de la statue. Pierre Richard, secrétaire général de l'AFE Forez, a clôturé cet hommage par un discours au nom de la section du Forez :

« Roger Nimier disait que le ciel se gagnait l'épée à la main ; Pierre lui a gagné le ciel la plume à la main. Mais quelle plume ! Une plume insolente d'une rare majesté ! Le roi des camelots est mort, vivent les camelots du Roi, et pour que vive la France, vive le Roi ! » Dans tout



le quartier de la Comédie Saint-Étienne, cet ultime hommage fit trembler les murs...

La soirée s'est poursuivie dans un restaurant du centre ville avec un dîner-débat

autour de l'Union européenne. Dans la convivialité et la bonne humeur, des camelots de toutes générations ont partagé leurs souvenirs militants et développé leurs projets, en vue, par exemple, d'organiser de futures journées royalistes d'Action française...

Les jeunes royalistes foréziens, par le biais de leur responsable, ont présenté la campagne étudiante locale "Libertés et Souveraineté" : « **Il nous faut refuser l'archaïsme soixante-huitard qui s'apparente à une forme de conservatisme, tout comme il nous faut refuser la marchandisation de l'enseignement. Pour résumer, nous ne sommes ni des jeunes loups arrivistes de l'UMP, ni de jeunes bloqueurs manipulés. Ni billet vert, ni drapeau rouge !** »

Cette journée royaliste du Forez fut un véritable succès !

AF Forez

Biarritz

Hommage à Pierre Pujo

La section Béarn-Bigorre-Pays basque-Landes de l'Action française a organisé, le 8 décembre 2007, une soirée d'hommage à Pierre Pujo. Le seul nom, combien honorable, de son promoteur, maître Philippe Fortabat-Labatut, garantissait que l'ambiance y serait à la fois digne et chaleureuse.

Après la projection du film émouvant d'une conférence prononcée en 2003 à Biarritz, où l'on

retrouvait la figure tant aimée de Pierre Pujo, Michel Fromentoux évoqua la vie héroïque et les durs combats d'un homme qui aurait pu aspirer comme tant d'autres à jouir de son grand nom, à se complaire en mondanités et à faire carrière dans la haute banque.

C'est en restant ferme sur les principes, « **sans changer un mot**

de la doctrine », qu'il surmonta les scissions, les attentats, les interdits du pouvoir. Cela a pu lui valoir une réputation de dureté et de rigidité, mais qu'ont fait de mieux ceux qui l'ont critiqué ? Comme l'ont prouvé les succès du sauvetage de Mayotte et du combat contre l'« **Europe-puissance** », « **maintenir, c'est créer** » (Maur-

ras).

On notera que le 12 décembre, une messe a été célébrée pour le repos de son âme à l'initiative de la fédération Aquitaine, en présence de nos nombreux amis, en l'église Saint-Éloi, dont Pierre Pujo avait admiré la restauration par l'Institut du Bon-Pasteur lors de son dernier séjour à Bordeaux. Au terme de celle-ci, un éloge funèbre fut également prononcé.

L'hommage à Pierre Pujo du cercle Tocqueville

Pierre Pujo aimait tout particulièrement les dîners du cercle Alexis de Tocqueville, qu'anime à Paris notre ami Didier Béoutis, lequel a voulu qu'un bel hommage soit rendu à notre directeur ce mardi 11 décembre dans les salons du Grenadier de la gare d'Austerlitz, juste avant de donner la parole à l'orateur invité ce soir-là, Ghislain de Diesbach,

venu présenter son ouvrage très "politiquement incorrect" *Petit dictionnaire des idées mal reçues*.

S. A.R. le prince Sixte-Henri de Bourbon Parme, attendu ailleurs, a évoqué dès l'apéritif Pierre Pujo tel qu'il l'a connu, son courage, la sûreté de son juge-

ment, puis au cours du repas, où assistait S.A.I. la princesse Vinh Thuy, Didier Béoutis a rappelé avec émotion entre autres grands moments vécus ensemble le combat de Pierre pour Mayotte française, avant que Michel Fromentoux évoque avec une tristesse

contenue mais non sans humour les trente-six années qu'il a vécues auprès de Pierre comme son principal collaborateur.

Un tour de table a alors permis à chacun, toutes opinions politiques confondues, de dire combien il avait été marqué par le directeur de *L'Action Française 2000*, grand défenseur de la France par-delà tous les clivages. ■

LE MONDE ET LA VILLE

NAISSANCE

C'est avec plaisir que nous avons appris la naissance de **Charles**, le 27 septembre 2007, au foyer de nos amis **François BELKER**, ancien responsable de la section Auvergne du C.R.A.F., et Clémence, née Daeschler. Nous adressons nos meilleurs vœux à Charles avec toutes nos félicitations aux parents et grands-parents.

Guy DEVYLERRE

C'est avec tristesse que nous venons d'apprendre la mort de M. Guy Devylerre le 8 décembre à Lambersart, à l'âge de 81 ans. Homme bon, généreux, vif, M. Devylerre réussit là où beaucoup d'autres ont échoué : il transmet non seulement à sa famille et à ses proches, mais aussi aux jeunes camelots du roi qui ont eu la chance de le rencontrer, l'amour de la France. Malgré l'âge et la maladie, qui l'avaient rendu plus discret ces derniers temps, il s'était investi jusqu'à la dernière heure en patriote et en chrétien, ne refusant jamais de donner de sa personne pour un combat qu'il savait juste. Nous unissons nos prières à celles de son épouse, de ses enfants et petits-enfants, ainsi qu'au reste de la famille, pour que ce royaliste infatigable repose en paix, et que son dévouement serve d'exemple, comme il a pu l'être pour moi, aux nouvelles générations de militants.

Pierre CARVIN

* Plusieurs messes ont été célébrées pour le repos de l'âme de Pierre Pujo : par l'abbé Botta de la Fraternité Saint-Pierre à Perpignan ; par l'abbé Antoine Contamin de la Fraternité Saint-Jean-Cassien d'Occitanie, le 12 novembre à Albi, le 13 à Lectoure, les 14 et 17 à Toulouse, le 15 à Nérac, le 16 à Tarbes ; par le père Marziac, supérieur de la Congrégation des Coopérateurs du Christ-Roi, le 7 décembre.

C.R.A.F.
ASSOCIATION DÉCLARÉE

10, RUE CROIX-DES-PETITS-CHAMPS,
75001 PARIS
TÉL : 01-40-13-14-10 - FAX : 01-40-13-14-11
DANS LA LIGNE DU MOUVEMENT FONDÉ
PAR PIERRE JUHEL

PRÉSIDENT PAR INTÉRIM :
STÉPHANE BLANCHONNET
SECÉTAIRE GÉNÉRAL : THIBAUD PIERRE

CHARGÉS DE MISSION

FORMATION : PIERRE LAFARGE
SECÉTAIRE GÉNÉRAL DES ÉTUDIANTS :
ALEXANDRE APREVAL
ADRIEN CHARVET
ROMAIN VINDEK
ADMINISTRATION :

Mlle DE BENQUE D'AGUT

COTISATION ANNUELLE :
MEMBRES ACTIFS (32 €),
ÉTUDIANTS, LYCÉENS, CHÔMEURS (16 €),
BIENFAITEURS (150 €)

TRAITÉ DE LISBONNE

Incertitudes européennes

L'absence du Premier ministre britannique n'aura pas empêché la signature du traité de Lisbonne le 13 décembre dernier, dans le cloître du monastère des Jeronimos datant du XVI^e siècle, où le Portugal avait déjà signé son traité d'adhésion à l'Union européenne en 1985. Programmée pour le 1^{er} janvier 2009, l'entrée en vigueur de ce texte n'est pas acquise : une nouvelle période d'incertitude vient de s'ouvrir, celle de la ratification par les vingt-sept États membres de l'UE.

La partie n'est pas encore gagnée pour les promoteurs du traité de Lisbonne.

Bernard Kouchner, ministre des Affaires étrangères et européennes, l'avait rappelé le 11 décembre devant les députés : « **La France souhaite montrer l'exemple [...] : dès le lendemain de la signature, le Conseil constitutionnel sera saisi.** » Finalement, cela aura été fait le jour même. Un projet de loi constitutionnelle devrait être présenté en Conseil des ministres début janvier, puis examiné par l'Assemblée nationale et le Sénat, respectivement, les 14 et 28 janvier 2008, avant une adoption par le Congrès le 4 février, à la majorité des trois cinquièmes. Ce préalable est rendu nécessaire par la référence explicite de la Constitution française au défunt traité constitutionnel européen : paradoxalement, bien qu'il consacre la primauté "effective" du droit communautaire, le traité de Lisbonne reste soumis à notre loi fondamentale, qui ne saurait s'en accommoder sans une énième révision... L'Assemblée et le Sénat devraient entériner la ratification par une loi votée entre les 5 et 8 février.

Sarkozy tient ses promesses

Ce processus arrivera vraisemblablement à son terme sans encombre. Confronté à la fronde des "nonistes", qui sont prompts à dénoncer un « **coup d'État** », le gouvernement pourra s'abriter derrière les promesses de campagne du président de la République. Le 21 février 2007 à Strasbourg, Nicolas Sarkozy avait clairement proclamé ses intentions : « **Débloquer l'Europe institutionnellement, ce sera le sens de ma**

première initiative européenne si je suis élu. Dans ce but je proposerai à nos partenaires de nous mettre d'accord sur un traité simplifié qui reprendra les dispositions du projet de traité constitutionnel. [...] Je proposerai notamment de mettre fin à la règle de l'unanimité. [...] Ce traité simplifié, de nature institutionnelle, sera soumis pour ratification au Parlement. » Dans

sulte un document beaucoup moins lisible, mais c'était l'objectif poursuivi si l'on en croit Valéry Giscard d'Estaing. « **Quel est l'intérêt de cette subtile manœuvre ? D'abord et avant tout d'échapper à la contrainte du recours au référendum, grâce à la dispersion des articles, et au renoncement au vocabulaire constitutionnel.** » (*Le Monde*, 26 octobre 2007)



Le monastère des Jeronimos où a été signé le traité de Lisbonne

ces conditions, comment prétendre que la démocratie a été bafouée ? Les électeurs ont librement renouvelé leur soutien à ceux dont ils avaient apparemment désavoué la politique par référendum deux ans plus tôt... Point de putsch derrière tout ça ! Ce phénomène illustre simplement le conservatisme du suffrage universel et témoigne des aberrations inhérentes à la démocratie. Les souverainistes républicains finiront par en tirer les conséquences... De toute façon, il est vain de courir après une souveraineté privée de souverain !

À la limite, on reprochera à Nicolas Sarkozy d'avoir parlé abusivement d'un traité « **simplifié** ». Alors que la Constitution européenne se proposait de réintégrer les traités existants dans un nouveau texte, le traité de Lisbonne amende les traités en vigueur (Rome, Euratom, Maastricht) pour y apporter – à quelques détails près, exception faite des symboles – les mêmes innovations. Il en ré-

Le traité de Lisbonne supprime les "Communautés européennes" appelées à se fondre dans l'Union, et met à jour quelques termes dépassés, en remplaçant par exemple la mention de l'écu par celle de l'euro. La lecture de la version consolidée des traités ainsi modifiés s'en trouvera un peu moins confuse... Tout au plus s'agit-il d'un traité légèrement "simplificateur".

Qui sera le mouton noir ?

À l'étranger, la ratification s'annonce parfois plus délicate. En République tchèque, par exemple, le Premier ministre Mirek Topolánek a prévenu que cela ne serait « **pas si simple** » ; l'ODS, sa formation politique, a déjà signalé qu'elle ferait examiner la conformité du nouveau traité avec la loi fondamentale tchèque par le Conseil constitutionnel. Selon *Radio Prague* (www.radio.cz, 14 décembre 2007),

« **pour certains analystes, ce serait également une manière de ne pas ratifier "trop tôt", pour ne pas compromettre la présidence tchèque de l'UE au premier semestre 2009** » ; en effet, l'entrée en vigueur du traité de Lisbonne mettrait fin à la présidence tournante du Conseil européen réunissant les chefs d'État et de gouvernement.

Gordon Brown, quant à lui, devra compter avec l'euroscepticisme partagé par l'opinion britannique et nombre de ses parlementaires : les dérogations obtenues par Londres – sur la Charte des droits fondamentaux ou le renforcement de la coopération judiciaire et policière – n'ont pas suffi à les rassurer. Le *Sun*, qui milite en faveur d'un référendum, met en garde le Premier ministre, qui doit s'attendre « **à une âpre révolte à la Chambre des Communes lorsqu'il tentera de faire passer en force le traité au Parlement** » (cité par letemps.ch, 14 décembre 2007).

En Irlande, la tenue d'un référendum sera inévitable. Au préalable, suivant la terminologie consacrée, un actif travail de "pédagogie" devra être entrepris : un sondage réalisé par l'institut TNS pour le quotidien *Irish Times* avait révélé le 5 novembre 2007 que seuls 25 % des Irlandais pensaient voter "oui", tandis que 12 % seraient certains de voter "non", les indécis représentant 62 % des sondés. En 2001, l'Irlande avait déjà perturbé le processus de ratification du traité de Nice, rejeté lors d'un premier référendum.

Qu'advient-il, enfin, si la crise se poursuit en Belgique, ou si le pays éclate ? « **L'arrivée d'un cabinet provisoire mené par Guy Verhofstadt, l'ancien Premier ministre, ne fait que déplacer la question selon Sylvain Lapoix** (mariann2.fr, 6 décembre 2007) : **en droit constitutionnel, un gouvernement provisoire ne peut en effet traiter que des questions relevant des "affaires courantes"**. D'où le débat qui, depuis le retour en fonction de Verhofstadt, agite les pages du quotidien *Le Soir* : l'adoption d'un traité européen est-elle une affaire courante ? Entre juristes, la bataille fait d'autant plus rage qu'un précédent existe : le 2 février 1992, le traité de Maastricht fut signé alors que le gouvernement issu des élections du 24 novembre 1991 n'avait pas été formé. La situation est ici sensiblement différente dans la mesure où ce n'est pas le délai de formation du nouveau gouvernement qui retarde la mise en place d'un cabinet mais une crise politique majeure qui empêche tout accord... » La partie n'est pas encore gagnée pour les promoteurs du traité de Lisbonne !

D'ailleurs, comment est-elle censée se dérouler ? Le 14 décembre, lendemain de la signature du traité, le Conseil européen s'est à nouveau réuni. Il a salué

l'entrée, le 21 décembre, de neuf États membres dans l'espace Schengen (Estonie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Malte, Pologne, République tchèque, Slovaquie et Slovénie). À la demande de la France, il a décidé la création d'un "groupe de réflexion" présidé par l'ancien Premier ministre espagnol Felipe Gonzalez, chargé d'examiner l'avenir de l'Union à l'horizon 2020-2030. Ce "comité de sages" ne traitera pas des questions institutionnelles ou budgétaires ; et contrairement au souhait du président de la République, son mandat ne mentionnera pas explicitement la question des frontières. Il devrait commencer ses travaux au second semestre 2008, et rendre ses conclusions en 2010.

Gouvernement des juges

D'ici là, au cours du second semestre 2008, la présidence française de l'UE aura pour tâche, entre autres, de mener les discussions sur la définition du rôle du futur président du Conseil européen, ou sur la mise en œuvre de l'action du représentant pour la politique étrangère. Dans son rapport d'information, le sénateur Hubert Haenel souligne que l'incertitude demeure quant aux modalités d'application du nouveau traité : « **On ne peut pas, par exemple, savoir a priori comment se fera le partage des responsabilités entre le président du Conseil européen, le Haut Représentant et le président de la Commission. On ne peut pas savoir non plus jusqu'où ira le Parlement européen dans l'usage de ses nouveaux pouvoirs. Le nouvel équilibre institutionnel se dégagera avec le temps.** »

La révision des objectifs assignés à l'Union suscite également des interrogations, comme l'explique Nicolas Gros dans le numéro spécial d'*Europolitique* : « **Ce renversement de valeurs pourrait ne pas être cosmétique. Placer les valeurs sociales, d'environnement et de développement durable au même niveau que les valeurs d'économie libérale, voire légèrement au-dessus est un geste politique fort.** [...] Les conséquences pourraient être juridiques, estiment plusieurs analystes. Elles pourraient donner aux magistrats de la Cour, l'occasion de d'opérer une hiérarchisation entre les valeurs sociales et les principes de la libre circulation. » Autrement dit, la balle est dans le camp des juges. Un comble pour un traité qui se veut davantage politique !

Grégoire DUBOST

* À défaut de se plonger dans la lecture du traité de Lisbonne, particulièrement ardue pour un profane, les plus curieux pourront se référer au numéro spécial d'*Europolitique* (www.europolitique.info) ainsi qu'au rapport d'information du Sénat (n° 76, déposé le 8 novembre 2007, www.senat.fr). En dépit d'une relative complaisance à l'égard du texte présenté, ces synthèses en donnent un aperçu plutôt objectif.

TRUBLIONS SOUVERAINISTES

Depuis sa proclamation à Nice le 7 décembre 2000, la Charte des droits fondamentaux avait été complétée par des explications de texte et des notes de bas de page. Avant la signature définitive du traité de Lisbonne, elle devait être publiée à nouveau au Journal Officiel de l'Union européenne, après une seconde proclamation devant le Parlement européen.

À cet effet, celui-ci s'est réuni en session solennelle le 12 décembre. « **Pendant que les présidents du Parlement, du Conseil et de la Commission prononçaient leurs discours, rapporte Le Monde (14 décembre 2007), une centaine d'élus [...] en tête desquels les Français Phi-**

lippe de Villiers et Paul-Marie Coûteaux, ont crié "ré-fé-rendum, ré-fé-rendum !", déployant des banderoles pour protester contre la ratification du traité de Lisbonne par la voie parlementaire. » Leur témérité pourrait leur valoir quelques ennuis... De son côté, Martin Schulz, le chef de file des socialistes européens, a comparé ces protestations aux « **méthodes utilisées par le groupe politique d'Adolf Hitler au Reichstag** » (!) ; plus mesuré, le centriste britannique Graham Watson a dénoncé une ambiance digne d'un « **stade de football** ». Pourtant, c'est à cette assemblée que les partisans du traité modificatif entendent conférer des pouvoirs supplémentaires ! ■